

JACQUES GUIGOU ET JACQUES WAJNSZTEJN

CRISE FINANCIÈRE

ET

CAPITAL FICTIF

2009

DES MÊMES AUTEURS

Jacques GUIGOU, Jacques WAJNSZTEJN,

L'Évanescence de la valeur. Une présentation critique du Groupe KRISIS, Paris, L'Harmattan, coll. « Temps critiques », 2004.

Violences et globalisation. Anthologie et textes de Temps critiques (volume III), Paris, L'Harmattan, coll. « Temps critiques », 2004.

La Valeur sans le travail. Anthologie et textes de Temps critiques (volume II), Paris, L'Harmattan, coll. « Temps critiques », 1999.

L'Individu et la communauté humaine. Anthologie et textes de Temps critiques (volume I), Paris, L'Harmattan, coll. « Temps critiques », 1998.

« La tendance nécessaire du capital est : circulation sans temps de circulation ; cette tendance est la détermination fondamentale du crédit et des inventions de crédit du capital. D'un autre côté, le crédit est donc aussi la forme sous laquelle le capital cherche à se poser différent des capitaux particuliers ou que le capital particulier cherche à se poser en tant que capital à la différence de ses limites quantitatives (...) Le plus grand résultat que le crédit apporte dans cette voie c'est le capital fictif ; en outre le crédit apparaît en tant que nouvel élément de concentration, de destruction de capitaux en des capitaux particuliers centralisés. D'un certain côté, le temps de circulation de l'argent est objectivé (...) L'antagonisme du temps de travail et du temps de circulation contient toute la théorie du crédit, dans la mesure où l'histoire de la circulation intervient »

Karl Marx

Fondements, tome II.

Anthropos, p. 171-172.

PARTIE I

LE CRÉDIT

CETTE FORME NÉCESSAIRE DU CAPITAL

Dès ses débuts, le capitalisme n'a pu se satisfaire de l'usure pour accumuler les moyens de production et développer la circulation des marchandises qui devenaient nécessaires à son expansion. Il a dû créer un système de crédit qui repose sur une capacité à capter la plus-value produite par le travail salarié. L'intérêt est alors conçu comme la rémunération de l'utilisation du capital-argent prêté à l'emprunteur, c'est-à-dire sur le profit réalisé par le capitaliste. Le système du crédit constitue un circuit monétaire spécifique dont la logique financière n'est pas strictement dépendante de la sphère de la production et de la circulation. Le crédit a pu alors être assimilé à du capital fictif.

Chez Marx, le capital fictif concerne surtout le développement du capital par actions, les traites, etc. autant de catégories qui relèvent plutôt du capital financier, au même titre que la Bourse¹. Cette conception ne conduit donc pas à une transformation de l'appréhension du concept de capital lui-même quand la valeur tend à n'être plus qu'une représentation. Pour Marx le capital fictif n'est encore qu'une variable

1 – « En 1865, la Bourse était encore un élément secondaire dans le système capitaliste » écrivait Engels en 1895 dans un complément au Livre III du *Capital*. Marx avait déjà souligné : « Suit une transformation progressive de l'industrie en entreprises par actions. Toutes les branches, les unes après les autres, succombent au destin » (Marx, 5^e section du Livre III).

extérieure (dans *Le Capital*, elle n'apparaît qu'au milieu du livre III²) et à son époque le système de crédit ne peut vraiment être appelé capital fictif, car il repose encore sur la couverture de l'étalon-or. Toutefois, dans le Livre III, Marx indique que la monnaie de crédit tend à se substituer à la monnaie-or et que son expansion est indépendante des réserves de la banque centrale³. Cela lui permet de mettre l'accent sur la crise qui serait révélée par un défaut de couverture ou par des bulles

2 – À partir d'une analyse de la crise de la livre et de l'action de la banque d'Angleterre. Marx y reconnaît le rôle actif de l'argent dans la reproduction élargie. Cette remarque nous a été faite par Loren Goldner dans notre échange sur le capital fictif (à paraître dans le n° 15 de *Temps critiques*, mais des éléments sont déjà présents sur le site de la revue *Temps critiques*). On peut penser que Marx s'en était persuadé au cours des années 60 quand le système de financement des investissements en Angleterre se transforma. Les crédits bancaires réglementés et personnalisés furent remplacés par des titres émis par des institutions financières totalement déréglementées afin de permettre le financement des chemins de fer. Le résultat en fut le krach de 1866.

Goldner cite aussi un passage de Marx sur la crise monétaire, dans le Livre III : « La limite du capitalisme ne se trouve pas dans la production, ou tout au plus dans un sens très "élastique" » et Goldner commente : « "L'élasticité" du capital vient précisément de l'action de l'argent ». Dans ce livre III, Marx montre que le capital doit dominer la circulation, sinon il aurait le même sort que l'argent, il y serait nié. Le capital devient capital en procès, unité du procès de production immédiat et du procès de circulation.

Mais dès le Livre II, Marx étudiait comment le capital pouvait continuer à se développer et il posait les conditions de sa reproduction. Le crédit lui apparaissait comme une de ces conditions.

3 – Marx s'éloigne ici de Ricardo qui, en partisan convaincu d'une monnaie purement instrumentale, ne peut pas admettre cette autonomisation. À la question : « La production capitaliste avec son volume actuel serait-elle possible sans le système du crédit ? » Marx répond : « Évidemment non ! Elle se serait au contraire heurtée aux limites mêmes de la production des métaux précieux » (*Le Capital II*, p. 321. Éd. Sociales).

spéculatives⁴. Ainsi, la contradiction de la monnaie-crédit est qu'elle nie la monnaie-or. Nous voyons ici que l'analyse de Marx est limitée par sa période historique où une démonétisation de l'or est encore un processus impensable et une autonomisation de la monnaie-crédit par rapport à la monnaie-or pas plus pensable « qu'une émancipation du protestantisme par rapport au catholicisme⁵ ».

Même s'il est mentionné par Marx, le capital fictif ne peut véritablement être pensé, car la valeur n'existe pas encore en dehors de sa substance. Pour Marx, comme pour l'économie classique, la richesse est une grandeur objective qui repose sur la théorie de la valeur travail⁶. La violence des relations monétaires qui est le propre de la société marchande est donc complètement négligée. Marx ne peut encore penser le capital financier comme la forme-valeur du capital à l'échelle mondiale, comme la forme qui lui permet de se dépasser et se développer au-delà de ses limites productives.

C'est que la science économique en général ne s'interroge pas sur la nature des phénomènes monétaires. Bien plus, elle les évacue de son corpus théorique. Les postulats qui fondent cette évacuation sont justement les théories de la valeur qui contrecarrent une véritable théorie de la monnaie⁷. L'idée est celle d'une économie pure et rationnelle qui

4 – Marx, *Le Capital III*, 2, p. 151.

5 – Marx, *Le Capital III*, 2, p. 252. Durant la période qui va des mouvements évangélistes protestants, dits « du réveil » dans le dernier tiers du XIX^e jusqu'à Vatican II, le protestantisme était « émancipé » du catholicisme. La métaphore de Marx semble incongrue, à moins qu'il n'ait eu un vieux compte à régler avec le protestantisme ?

6 – Les néo-classiques garderont la même approche substantialiste, même si elle se fonde sur une grandeur subjective, celle de l'utilité (et de la satisfaction).

7 – Les monétaristes ont bien mis en place une théorie quantitativiste de la monnaie pour expliquer l'inflation, mais ce n'est qu'une théorie de la quantité de monnaie et non pas une théorie de la monnaie.

se dégagerait de l'arbitraire, du pouvoir, de la croyance, donc de tout ce qui fonde les rapports sociaux et politiques. Les rapports d'échanges sont vus comme des rapports entre égaux. Pour les deux théories de la valeur, la cohésion des échanges provient d'une qualité commune aux marchandises (le coût de production réduit au temps de travail ou l'utilité du produit). Ce qui est logique pour les classiques et les néo-classiques qui pensent en termes de contrat et d'équilibre devient aberrant pour les marxistes censés penser en termes de déséquilibre obligatoire, de violence de classe et de pouvoir. C'est comme si cette violence de classe ne venait qu'après coup, dans l'exploitation du travail.

Pour Marx, la violence de l'Histoire est tout entière contenue dans la division du travail et c'est du travail que naissent les besoins. D'où la fameuse formule du *Manifeste du Parti communiste* : « De chacun selon son travail à chacun selon ses besoins », censée exprimer la différence entre la phase socialiste de la révolution et la phase communiste. En naturalisant les besoins, Marx revient en arrière en réhabilitant une valeur d'usage⁸ qu'il était censé avoir dépassée dans sa définition de la marchandise comme unité indissoluble de la valeur d'usage et de la valeur d'échange⁹. À partir de là, il ne peut reconnaître aucun espace au

8 – Chaque marchandise se présente alors sous une double forme, celle « naturelle » de sa valeur d'usage et celle « sociale » de son prix. Avec la monnaie, la valeur existe en dehors de la marchandise et à côté d'elle. La monnaie a une existence autonomisée par rapport aux marchandises, et le prix apparaît comme une relation extérieure des marchandises à la monnaie. « La marchandise n'est pas prix comme elle était valeur d'échange en vertu de sa substance sociale : cette détermination ne coïncide pas directement avec elle, mais passe par la comparaison avec l'argent. La marchandise est valeur d'échange, mais elle a un prix. » (*Grundrisse*, vol. I, chapitre *De l'argent*, p. 210. 10/18, 1968).

9 – Dans cette optique, l'analyse de la forme de la valeur le conduit à considérer la monnaie comme l'expression adéquate de la valeur en tant qu'objectivation du travail abstrait. Elle est alors une forme du rapport social.

désir, au pouvoir, à la puissance. La violence n'existe qu'au sein du rapport de travail.

La monnaie a donc surtout une réalité instrumentale¹⁰ et le crédit est vu comme un moyen technique d'anticiper la valeur future. Nous sommes dans un modèle de développement capitaliste qui repose encore sur la prégnance des rapports de propriété et les contraintes régulières que les créanciers font peser sur les débiteurs à travers des institutions financières chargées d'absorber les tensions et de différer les dettes. Il s'agit de résoudre la contradiction entre temps de travail et temps de circulation. Or pour Marx, la théorie du crédit renferme tout l'antagonisme entre temps de travail et temps de circulation. Dans le crédit, il y a bien encore équivalence, mais avec le futur. Toutefois, dans *Le Capital*, Marx ne parlera plus de capital fictif, mais de capital porteur d'intérêt qui exprime un fétichisme du capital, une valeur qui s'engendre elle-même¹¹.

Pour conclure sur cette petite introduction théorique, on peut dire que pour Marx comme pour les classiques la monnaie est neutre et ce

10 – Marx rejoint ici Ricardo pour qui la monnaie ne fait que faciliter le troc. Ce point est renforcé par le fait qu'il voit l'étalon-or comme la seule forme adéquate, par sa forme de valeur d'usage, à exprimer la valeur. Cette monnaie-or n'est pas une marchandise (même si l'or en est une) car elle ne satisfait pas d'autre besoin que celui de faciliter la circulation. Marx revient ainsi à l'idée des classiques de neutralité de la monnaie et à l'idée que la monnaie n'a pas de valeur propre à exprimer. La « valeur de la monnaie » est en fait la valeur que celle-ci représente, ce qui constitue une critique du fétichisme de la valeur qui s'attacherait à la monnaie. On ne peut mieux dire que la valeur est... une représentation.

11 – « Comme dans le cas de la force de travail, la valeur d'usage de l'argent est ici sa capacité de créer de la valeur, une valeur d'échange supérieure à celle qu'il renferme. En soi, l'argent est déjà virtuellement de la valeur qui fructifie, et c'est comme tel qu'il est prêté... » (Marx, *Œuvres complètes II*, La Pléiade, p. 1152.).

ne sont que des chocs aléatoires qui font réapparaître la question de la monnaie. Dans ce cas, toute l'attention va se reporter sur l'État comme nous pouvons le voir dans la situation actuelle.

– Soit pour louer son intervention, facteur d'ordre parce qu'il est le seul acteur global capable de résoudre les conflits d'intérêts et de redonner confiance en la monnaie publique. En effet, le crédit constitue une privatisation partielle de la monnaie. C'est la position actuelle de Sarkozy et des différentes autorités monétaires ralliées d'un coup à une vision politique de l'intervention de l'État comme garant de la reproduction d'ensemble.

– Soit pour le dénoncer comme étant à la racine du parasitage des échanges et de l'activité économique par la création monétaire¹² qui serait une façon, pour lui de s'accaparer les richesses alors que l'économie n'aurait vraiment besoin que de monnaies privées (position de Hayek et des conservateurs américains, principaux opposants à l'existence de banques centrales et à une monnaie souveraine).

Alors que pour nous, dans la société marchande, la monnaie est liée à des processus de socialisation et elle ne présuppose pas une substance sociale. Elle est un élément central de la reproduction qui, aujourd'hui que nous sommes arrivés à un stade ultime de sa dématérialisation, exerce son « pouvoir » sous la forme paradoxale de l'évanescence. Pouvoir qui ne s'affirme qu'en réapparaissant comme le signe de la totalité, un signe capable de modifier la réalité¹³. L'argent, en tant que

12 – Voir les accusations actuelles contre l'ancien président de la banque centrale américaine (Fed), Alan Greenspan et sa politique monétaire laxiste visant à réduire au maximum les taux d'intérêts réels (taux d'intérêt nominal – taux d'inflation).

13 – Pourtant, dès les *Grundrisse* (dans le Cahier I sur l'argent), Marx avait abordé la question de l'argent comme symbole et fonction de commandement ; l'argent comme forme qui médiate les antagonismes, mais qui exerce aussi son pouvoir sous la forme de la fluidité. À travers le signe il modifie la

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

puissance de reproduction, reproduit à la fois lui-même et le monde de la production qui est sa condition. Ce processus ne peut que s'amplifier dans le contexte d'un marché mondialisé où la circulation se fait circulation productive. L'argent tend à se faire communauté qui ne tolère rien en face d'elle et surtout pas l'ancienne communauté du travail.

On retrouve là une mutation anthropologique produite par une monétisation des rapports sociaux¹⁴ qui est à la base de l'individualisme social et démocratique. Quand le capital financier était encore représenté par les petits rentiers, boutiquiers ou usuriers, l'opposition primaire au capital pouvait prendre la forme d'une opposition entre hommes (par exemple dans l'antisémitisme des pogroms). Mais aujourd'hui qu'il prend la figure abstraite du procès de totalisation du capital, il est plus difficile de trouver des leurres qui puissent servir de boucs émissaires. Quelques PDG à salaires exorbitants et quelques bénéficiaires de parachutes dorés ne font pas une cible suffisante et crédible pour tous ceux qui récriminent sans remettre en cause l'ensemble des rapports sociaux.

réalité et apparaît comme un rapport de production, « effectivement le rapport monétaire apparaît comme un rapport de production si l'on considère la production dans sa totalité » (*Fondements I*, Anthropos, 1967, p. 187). L'argent n'est alors plus un simple instrument de la circulation, mais un moment particulier du procès de production (*ibid.*, p. 159). Il aide au métabolisme entre circulation et production. Nous reprenons ici l'analyse très intéressante d'Antonio Negri dans *Marx au-delà de Marx*, Bourgois, 1979, p. 74.

14 – Des choses aussi banales aujourd'hui que l'ouverture d'un compte en banque pour les enfants de 13 ans, les cadeaux « collectifs » en argent pour les adultes auraient été impensables il y a encore quarante ou cinquante ans.

LA FONCTION PRIMORDIALE DU CAPITAL FICTIF AUJOURD'HUI

Ces conditions originelles de développement du capital fictif vont changer à la fin du XIX^e siècle avec la disparition des monnaies dont les pièces représentaient une valeur en or ou en métaux précieux et la création des monnaies-billets et des monnaies écritures bancaires, celles qu'on nomme justement monnaies fiduciaires car il faut que son possesseur fasse confiance à une banque et à l'État qui garantissent sa valeur. En effet, la monnaie fiduciaire est privée de toute valeur intrinsèque et elle circule de façon de plus en plus excédentaire par rapport à son équivalent-or supposé la valider socialement et institutionnellement. Cela reste vrai même dans le cas d'un système monétaire international organisé comme l'était celui du Gold Exchange Standard. En effet, l'argent en circulation a continué à être évalué en référence à l'or parce que l'argent n'est pas essentiellement une chose matérialisée ou du moins matérialisable, mais une représentation de la valeur. Or, dans la tradition marxiste, la définition de l'argent comme forme de la valeur est limitée à la fonction de l'argent comme équivalent général des marchandises, c'est-à-dire qu'il incarne une quantité de travail abstrait. Cela vient du fait que Marx, dans le Livre I du *Capital*, fait une analyse de la circulation simple des marchandises dans laquelle l'argent médialise l'échange entre des marchandises qui ont comme point commun d'être des produits du travail abstrait. Cette définition ne correspond pas du tout à la situation réelle qui rend compte de la fonction contemporaine de l'argent : celle de créateur d'argent sans aucun équivalent dans la circulation. Pourtant, dans les *Théories de la plus-value*, Marx parle bien d'un argent créé à partir de rien dans le rapport capital-travail, parce que le salaire sera établi dès l'instant où la force de travail est commandée par le détenteur du capital. Ce dernier achète et vend

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

avant l'aliénation réelle de son argent parce que le système du salariat lui garantit, à l'avance, le commandement sur la force de travail¹⁵.

Avec le capital globalisé d'aujourd'hui, cette fonction de moyen de paiement créée *ex nihilo* (le capital fictif) devient primordiale alors que décroît la fonction traditionnelle d'équivalent général qui mesure la valeur dans l'échange. C'est seulement dans une crise comme celle de septembre-octobre 2008 que cette dernière fonction reprend de l'importance à partir du moment où des agents économiques cherchent à convertir des titres de richesse en richesse matérielle. Mais cette crise est « normale ». Elle ne vient pas sonner le glas du capitalisme, mais simplement signaler que celui-ci n'est pas capable de tenir tout ce qu'il promet. Ce sont seulement « les excès » du modèle qui peuvent engendrer des résultats pervers et catastrophiques (obligations pourries, *junks bonds*, maquillage des comptes, bénéfices fictifs, gonflement des chiffres d'affaires, détournements de fonds). L'exemple de la faillite d'Enron (septième société américaine par son chiffre d'affaires) avait déjà montré que les contre-pouvoirs de contrôle (commission officielle de surveillance, agences de notation, grandes banques créditrices) ne fonctionnaient pas, car tous adhèrent au modèle et le couvrent jusqu'à la dernière extrémité.

Sur la base de la théorie de Marx, la crise des années 30 a été analysée comme suit. Le mouvement du capital fixe est forcément pro-cyclique et le capital fictif participe de la valorisation dans la mesure où il ne fait que l'anticiper. L'écart entre prix et valeur est alors normal, mais dès qu'il y a dysfonctionnement, le capital fictif reste pro-cyclique (dit autrement, il épouse toujours le sens du cycle) et donc constitue un facteur aggravant de la surproduction et de la spéculation comme l'a montré la crise de 1929. Cela se termine par une déflation telle que les prix se réalignent sur le niveau des valeurs. Toute l'analyse s'effectue dans les

15 – Le salariat est un système de domination avant d'être un système d'exploitation.

présupposés de l'économie classique et en particulier de Ricardo, c'est-à-dire selon une conception de la monnaie simple voile et moyen de l'échange¹⁶. Une conception qui est en grande partie celle du Marx du *Capital* qui voit la crise monétaire à travers la crise de la fonction d'intermédiation de l'argent et donc de la coupure en deux phases propres à l'acte d'échange.

C'est ce présupposé que Keynes — économiste hétérodoxe qui ne se réfère à aucune théorie de la valeur pour fonder son analyse de la richesse¹⁷ — met à mal avec l'idée de la monnaie comme agent actif, de la monnaie comme désirable en elle-même. Il se place résolument du point de vue de la demande (consommation + investissement) et non de l'offre (la production). Le capital fictif devient alors, dans cette perspective, non un élément de la crise mais un élément de sortie de crise, un élément contra-cyclique par injection de l'extérieur du circuit du marché, de liquidités qui autrement n'y seraient pas entrées à cause des anticipations pessimistes des entrepreneurs. C'est ce qui sera appliqué dans le *New Deal* rooseveltien, mais aussi dans les fascismes, avec les politiques de déficit budgétaire pour financer les grands travaux (Tennessee Valley américaine, assèchement des marais pontins italiens, autoroutes allemandes) puis par tous les pays pendant la période 1945-1975. C'est une dernière tentative du capital pour dominer à travers le travail (cf. les politiques de plein-emploi de l'après-Seconde Guerre mondiale). Pendant cette période, le capital industriel reste prédomi-

16 – C'est le point commun des théories de la valeur-travail et des théories néo-classiques qui parlent d'indépendance des choix du sujet économique rationnel.

17 – Pour Keynes, ce questionnement est métaphysique. C'est comme débattre sur le sexe des anges. Pour Schumpeter également, l'innovation qui rompt avec la routine de la production courante et permet d'assurer aux grandes entreprises une position temporaire de monopole n'est pas financée sur la base étroite de l'épargne disponible, mais à travers la création *ex nihilo* d'argent-capital par les investissements des banques.

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

nant, mais déjà le rôle interventionniste et régulateur de l'État¹⁸, comme l'action des banques et surtout celle de la banque centrale sont des éléments clés des transformations structurelles de ce secteur.

Dès lors, la création de capital fictif n'est plus conjoncturelle mais structurelle. Elle participe au passage à la domination réelle du capital. Par exemple, en France, la restructuration gaulliste de l'appareil productif, ainsi que son ouverture puis son insertion au sein de la CEE, donnent lieu à une refonte complète du système des banques. La nationalisation des quatre grandes banques de dépôt, la fin de la division stricte entre banques de dépôts et banques d'affaires, la mensualisation et le virement automatique des salaires de tous les salariés sur des comptes courants vont permettre de lancer une seconde phase de la « société de consommation ». En effet, le crédit aux ménages, mais aussi aux entreprises, va pouvoir s'adosser aux nouveaux dépôts dont la masse devient sans commune mesure avec la situation antérieure.

Ce qui est étonnant dans la crise actuelle, c'est qu'elle confirme une des affirmations majeures de Keynes, celle de la « préférence pour la liquidité » à travers des produits dérivés qui permettent de faire comme si les biens et services étaient de l'argent comptant¹⁹; alors qu'elle en contredit, parallèlement, une autre, c'est-à-dire qu'à une augmentation du revenu réel correspond une propension marginale à épargner plus importante en valeur relative que la propension marginale à consommer. Or les salariés américains ont fait exactement le contraire en augmentant leurs revenus réels par une utilisation massive du crédit et une épargne quasi nulle.

18 – Cet aspect régulateur ne doit pas faire oublier que la dette de l'État devient endémique et que ce dernier constitue donc le principal émetteur de fictivité (cf. les bons du Trésor).

19 – La supériorité de l'argent réside dans le fait d'être une représentation légitime, une validation sociale de la valeur des marchandises.

En Europe, l'inflation fut l'arme des États pour réduire la pression salariale et le résultat en fut là aussi une insuffisance de l'épargne des ménages. Cette insuffisance de l'épargne va amener une modification des pratiques des banques vis-à-vis de leurs clients. Elles vont leur proposer des produits financiers attractifs (par exemple, les SICAV monétaires en France qui permettaient à la fois de maintenir la liquidité des prêts et de déduire des impôts une partie des gains) avant même que le marché financier ne s'impose à l'ancien marché monétaire avec le développement des actions et obligations dans des systèmes de portefeuilles collectifs permettant de créer un actionnariat de salariés. Ce que le gaullisme avait projeté, une association capital-travail par l'actionnariat ouvrier qui renouvait les projets traditionnels autour d'une « troisième voie » ni capitaliste ni communiste, mais qui maintenait la centralité du travail comme condition de l'association a échoué²⁰ en tant que tel, mais s'est imposé sous une forme qui met au centre le revenu disponible indépendamment du rapport salarial. En tout cas, dès les lendemains de 68, un terreau fertile pour une révolution anthropologique est déjà bien préparé... à partir du moment, bien sûr, où on reconnaît notre défaite et qu'on accepte d'en faire le bilan et donc qu'on décide de se pencher sur la transformation des rapports sociaux et ses conséquences du point de vue des antagonismes de classes.

LA CRISE DES ANNÉES 70 ET LA « RÉVOLUTION DU CAPITAL »

La crise des années 73-74, révélée par le doublement du prix du baril de pétrole, conduit à une dernière tentative de sauver la primauté du capital industriel dans la valorisation en menant d'une part une politique anti-inflationniste de crédit cher et de désendettement²¹ et d'autre

20 – Malgré quelques exemples chez Carrefour, Casino puis Renault.

21 – Ce que les économistes appelèrent une politique de l'offre visant à rétablir les profits avant tout, en opposition aux traditionnelles politiques de relance par la demande, de type keynésienne.

part, une politique d'attaque contre la valeur de la force de travail de façon à inverser la tendance antérieure d'un partage de la valeur ajoutée favorable aux salaires. Mais presque parallèlement, on voit se mettre en place tout un panel de nouvelles mesures :

– l'inconvertibilité du dollar (1971) est à l'origine une mesure politique de refus des États-Unis d'appliquer des mesures déflationnistes pour résorber leurs déficits. Elle consacre aussi l'absence de limite au développement du capital fictif qui n'a plus désormais de référent objectif²². Le dollar flotte à la baisse ou à la hausse mais domine toujours, car ses mouvements erratiques sont déterminés par les changements de politique américaine : le dollar s'affirme comme valeur-puissance qui repose autant sur sa capacité à capter la richesse qu'à la produire. Nous reviendrons sur ce point dans notre critique de la théorie de l'impérialisme.

– la mise en place de changes flottants et de droits de tirages spéciaux²³, consacrant la part déterminante prise par le capital fictif dans la valorisation au niveau global ;

22 – Comme le montre la génération spontanée des dollars hors États-Unis (euros-dollars et pétrodollars) qui ne trouvaient plus à s'échanger contre de l'or. En effet, l'or restait trop déterminé par la productivité de l'extraction minière au regard des besoins du capital. À partir de là, la domination du dollar comme monnaie de réserve et comme étalon des richesses n'a plus de raison économique de subsister. Pourtant sa domination va perdurer en tant que représentation du capital fictif en développement. Un étalon de papier qui ne s'écroule pas, c'est vraiment fort pour soutenir et irriguer tout un système ! Le dollar s'impose comme monnaie-puissance.

23 – Cela constitue une extension du capital fictif au niveau mondial et son institutionnalisation par l'intermédiaire du FMI. D'après les experts américains, une formule comme les DTS permet de doser l'augmentation des liquidités en fonction des besoins tandis qu'il serait arbitraire de faire dépendre cette augmentation de la production d'or dont les variations obéissent à d'autres facteurs comme les difficultés d'extraction.

Crise financière et capital fictif

– la création d’une organisation mondiale du commerce (OMC) afin de ne pas replonger dans les affres d’un retour au protectionnisme et éventuellement à une économie de guerre comme dans les années 30 ;

– les rencontres régulières entre États dominants (après l’écroulement du bloc de l’Est : G7 puis G8) ;

– le passage à la globalisation et le déclin du marché monétaire au profit du marché financier. Dans l’inflation des années 60-70, le capital a eu conscience de « jouer sa peau » car elle représente un état de crise permanent. Les politiques anti-inflationnistes ont représenté une tentative de reproduire les contradictions à un autre niveau, celui dans lequel le capital fictif réussit à se débarrasser de la question des taux d’intérêts (désintermédiation bancaire et accès direct au marché financier pour les entreprises).

– une tendance à « la valeur sans le travail » dans le secteur industriel, qui engendre une perte de centralité de ce secteur au profit du secteur des services dans le procès de totalisation du capital²⁴.

24 – Que cette fictivisation du capital ait été une nécessité est bien montré par un « expert » dès 1972, en pleine inflation qui de rampante devient galopante : « En conclusion, constatons que le financement de la croissance n’est presque pas assuré par les mécanismes propres au système capitaliste [sous-entendu au sein du niveau 2, dans la modélisation que nous présentons plus loin, NDA]. Ils impliqueraient, en effet, que des particuliers acceptent de s’endetter pour emprunter des liquidités qu’ils engageraient en placements non liquides auprès de telle ou telle entreprise dont ils parieraient sur la croissance. L’argent frais pénétrerait ainsi dans l’économie par la Bourse. Et les entreprises étant financées par la Bourse n’auraient pas besoin de s’autofinancer. En l’absence d’inflation, le montant de l’endettement des particuliers serait égal au montant des liquidités nécessaires à la croissance et pas plus. En fait, pour financer la croissance, le système capitaliste implique l’existence de parieurs prêts à perdre en nominal le montant de leur mise, s’ils se sont trompés sur la croissance escomptée de telle ou telle entreprise. Le montant de ces paris étant insuffisant, les entreprises doivent s’endetter direc-

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

Au cours des années 70, les augmentations des prix des services furent supérieures à celles des produits industriels ce qui entraîna un déplacement des capitaux d'un secteur vers l'autre. Dans les années 90, les capitaux se déplacèrent du secondaire et du tertiaire traditionnel vers le secteur financier. La rémunération de ces capitaux fut de plus en plus avantageuse et a permis des gains rapides. Ces gains n'eurent rien de fictifs et les titres cotés en bourse s'envolèrent. Comme ces prix n'arrêtèrent pas de monter alors que les prix des biens et services baissaient dans une période de désinflation due aux gains de productivité, le déplacement de richesse s'est effectué de l'intérieur vers l'extérieur du secteur de la production, vers l'extérieur de « l'économie réelle » comme le diraient nos moralisateurs du capital. Mais il n'y a aucune « économie de casino » là-dedans ; juste une péréquation des profits par ces *hedge funds* (fonds d'arbitrage) qui participent à l'allocation optimum de capital-argent disponible en choisissant à l'intérieur des différentes formes de placements et lieux de placement ceux qui sont les plus rentables. Ils accélèrent le processus de circulation et donc la forme liquide tout en unifiant les niveaux de rentabilité. C'est une nouvelle façon d'aboutir au taux moyen de profit. La prolifération des produits dérivés pour parer aux risques (garantir des profits sans pertes) répond elle aussi à une logique économique et c'est seulement sur des produits dérivés à haut risque que l'on pourrait parler d'économie de casino.

tement auprès des institutions financières. En définitive, avec l'existence du taux d'intérêt, l'argent non prêté (en cas de placements en liquidités) ou prêté pratiquement sans risque de perdre du nominal (obligations), le système capitaliste ne finance que très partiellement la croissance et engendre une inflation cumulative » (Jacqueline Fau, « Analyse de l'inflation », *Le Monde* du 5 décembre 1972).

Le capital, c'était la valeur en procès, mais il apparaît maintenant que pour le capital, la valeur c'est le capital en procès ! Ce procès de valorisation est le mouvement général du capital et non pas le seul procès de travail vivant comme source de la valorisation. Il est donc aberrant de parler du capital financier en tant que parasite du capital productif car aucune catégorie du capital ne s'autonomise vraiment, mais toutes sont des figures de la totalité du capital sur longue période. Le capital n'a pas de forme privilégiée et il y a identité de tous les capitaux et non pas dédoublement capital réel/capital fictif. Dans cette identité de tous les capitaux on a encore la caducité de la loi de la valeur qui, par définition, les catégorise et les sépare. Il n'y a plus à parler en termes de valorisation et dévalorisation et on peut donc abandonner le terme de valeur au sens marxiste, pour dire qu'aujourd'hui, c'est tout bonnement le capital qui attribue la valeur. Pour lui, tout est productif de survaleur.

Dans cette perspective, le mouvement du capital dissocie l'espace et le temps (celui de la production et de la circulation) pour les reconstituer à sa façon, mais en s'emparant du futur. Le capital est valorisation dans le temps. Entre le présent et le futur, le crédit joue son œuvre, mais il n'est plus le simple moyen qui comble le hiatus entre production et circulation. Lorsque la valeur s'autonomise, le capital fonde le crédit en lui assurant sa propre base (cf. l'endettement public). Le capital peut exister en dehors de sa substance, ce que Marx affirme aussi bien dans le Livre II que dans le Livre III du *Capital*, mais dans les limites du développement du capital de son époque. Dans ce mouvement, le capital réalise son mouvement positif (il s'affirme en tant que capital fictif), mais par cela, il va au-delà de ses limites et englobe le mouvement négatif. Il n'y a plus, en tendance, de contradiction entre temps de la production et temps de la circulation.

FICTIVISATION DU CAPITAL ET ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISÉE SELON TROIS NIVEAUX

Dans un texte²⁵ de 2003, Loren Goldner s'affranchit d'une théorie marxiste du taux de profit qui ne tient compte ni du développement du capital fictif ni de la question de la reproduction des rapports sociaux. En effet, il souligne que les éléments essentiels du livre III du *Capital* de Marx ont rarement été pris en compte. Or la notion de capital fictif n'apparaîtrait qu'avec ce livre III²⁶. Goldner critique les marxistes qui se focalisent sur ce qu'il nomme le « système clos » des Livres I et II du *Capital*, c'est-à-dire le procès de production immédiat dans lequel « ne figurent que des capitalistes et des prolétaires ». Selon Goldner, le capital fictif puise sa valeur dans « le pillage » des formes de la reproduction « non payées » par le capital : petits producteurs des périphéries, épuisement de la nature, exploitation d'une force de travail exemptée des charges sociales de sa reproduction. Cette analyse du pillage est en grande partie empruntée à Rosa Luxemburg et non pas à la théorie de l'impérialisme de Lénine.

Goldner résume son propos dans une formulation certes synthétique mais qui demande à être explicitée : « Le capital fictif est l'écart entre le prix global et la valeur globale à une échelle mondiale ». Explicitation ici nécessaire, car à ce niveau global, on ne voit justement pas

25 – Loren Goldner, *Du capital fictif*, 2003. Consultable sur le site <http://home.earthlink.net/~lrgoldner/>. On peut lire notre réponse sur le site de *Temps critiques*. On peut lire aussi, car nous y faisons référence, son texte sur l'impérialisme, sur le site, mondialisme.org. Information de dernière minute : ces deux textes sont maintenant disponibles sur papier avec la parution d'un tome I des écrits de Goldner aux éditions Ni patrie ni frontières, sous le titre, *Nous vivrons la révolution*.

26 – En fait, la notion de capital fictif apparaît déjà dans les *Grundrisse* (cf. notre citation en exergue de notre texte), mais Goldner ne fait pas de référence à cet ouvrage.

où se trouve cet écart. Il existerait si on raisonnait zone par zone comme à l'époque de Rosa Luxemburg²⁷, mais ce n'est plus pertinent à l'ère de la mondialisation. On constate plutôt une identité entre prix et valeur si on conçoit le prix comme représentation de la valeur en dehors de la valeur d'usage.

Remarquons ici que si ce qu'on nomme « la globalisation » est bien l'effet d'une totalisation du capital sur l'ensemble de la planète, une capitalisation générale des activités humaines, elle n'agit pas uniformément et de manière homogène. Pour éclairer ce débat sur le capital fictif, il convient de distinguer des niveaux d'intervention dans cette totalisation du capital.

En parallèle avec le développement de Goldner, mais plutôt sur un modèle braudélien, nous pourrions distinguer une articulation du processus de totalisation du capital, en trois niveaux :

– **Le niveau I ou niveau supérieur** dans la mesure où il contrôle et oriente l'ensemble. Il comprend les États dominants, les banques centrales, les institutions financières, les trusts de l'industrie comme des services et les sphères informationnelles. On peut donc dire que ce niveau I est celui de la représentation. C'est pour cela qu'il apparaît davantage comme le niveau de la puissance, de la rente et du captage de la richesse que comme celui de la transformation productive. Pourtant ces différents aspects sont liés, au moins au niveau des grands ensembles (États dominants, FMN, la haute banque, les institutions financières internationales, le grand commerce, certains pays de l'OPEP). Au sein de ce « capitalisme du sommet » (Braudel²⁸), l'État joue donc son

27 – À notre connaissance, Rosa Luxemburg ne parle pas de capital fictif et son analyse de l'accumulation du capital ne fait pas intervenir le crédit. Elle a une conception réduite du capital.

28 – Pour Braudel, le capital est pouvoir : grâce à sa puissance, en particulier financière, il peut d'en haut, dominer et orienter à long terme tout son déve-

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

rôle, mais ce n'est pas simplement pour vampiriser la richesse produite à l'extérieur de lui (par l'emprunt et l'impôt disent les marxistes²⁹, par une politique impérialiste dit Goldner). L'État protège des domaines largement cloisonnés, met de l'huile dans les rouages en favorisant le crédit ou en le limitant, en jouant son rôle de prêteur en dernier ressort (comme dans la crise de cet été-automne 2008), il contribue majoritairement à la recherche et développement, etc. Il est forme du pouvoir et non pas seulement représentant du capital³⁰. Il sait se faire Providence, mais il sait aussi se faire réseaux. Comme le dit François Fourquet³¹, la valeur de l'activité de l'État est identique à celle du Roi au jeu d'échecs : peu importante, mais fondamentale à la fois. La comparaison est fort probante pour définir son rôle dans la crise actuelle.

Les très grandes entreprises qui font partie de ce capitalisme du sommet, échappent presque totalement aux lois strictes du marché et fonctionnent en tant qu'organisations et groupes affairistes en situation de marchés oligopolistiques³². Ce type de société-entreprise n'a

loppement sans intégrer directement le rapport d'exploitation usinier. Et dans cette activité globale, le capital financier n'est nullement parasitaire.

29 – Fidèles élèves du libéralisme des économistes classiques, ils considèrent l'État comme improductif par définition et ne pouvant donc contribuer à la « richesse des nations ». En France, c'est ce qui les amènera à s'opposer à l'école anglo-saxonne de la comptabilité nationale et à refuser de reconnaître l'existence d'un PIB non marchand afin de ne pas noyer la valeur-travail au sein de l'océan des utilités. Sur valeur et comptabilité nationale, cf. François Fourquet, *Les comptes de la puissance*, Paris, Recherches, coll. « Encres », 1980.

30 – Cf. le n° 13 de *Temps critiques* consacré à l'État (L'impliqué, 2003).

31 – François Fourquet, *Richesse et puissance*, Paris, La Découverte, 1989.

32 – C'est-à-dire sur un marché où quelques entreprises dominantes imposent leurs conditions à une multitude potentielle d'acheteurs. (exemple emblématique : Microsoft). Grâce à leur position dominante, elles captent une partie

guère besoin d'actifs, mais plutôt d'un solide capital-confiance qui lui permette d'attirer les capitaux flottants et autres fonds de pension en recherche d'opportunités de placement. Les gains enregistrés représentent bien du capital fictif, mais ils sont souvent recyclés par l'intermédiaire des banques de façon à dynamiser l'ensemble (la circulation productive). Plus de la moitié des gains réalisés par les grandes firmes proviennent d'opérations financières. Cette prospérité n'infirme pourtant pas une tendance à la baisse des profits rapportés par le capital productif, mais pour ces grandes entreprises, la baisse est compensée par le fait qu'elles phagocytent la valeur produite par d'autres entreprises (les sous-traitants par exemple) et par les rentes de monopoles (sur les innovations, sur les contrats publics).

Les capitaux flottants à la recherche de placements rémunérateurs participent largement à ce développement d'une industrie financière qui innove sans cesse pour proposer de nouveaux produits financiers. Les gains réalisés le sont sur du capital fictif, mais le système bancaire fait son maximum pour les recycler dans le capital productif. Et ce recyclage entraîne la production de biens réels mais sans la contrepartie monétaire habituelle que constituaient les revenus salariaux. On a là l'explication de l'écart de plus en plus important qui se crée entre revenus salariaux et revenus du patrimoine au profit de ces derniers.

L'emploi du terme de « déconnexion » est donc parfaitement abusif, car c'est tout l'ancien système fordiste et keynésien de la relation entre épargne et investissement³³ qui est remis en cause. Là où les

de la valeur produite par les entreprises de sous-traitance, par des ententes mutuelles illicites et des rentes.

33 – Pour Keynes, l'épargne est un résidu du revenu qui n'a pas vraiment d'autonomie propre car elle vient s'ajuster à l'investissement d'origine dans le phénomène du multiplicateur (l'investissement d'origine a un effet de multiplication sur le revenu). La théorie néo-classique qui faisait du taux d'intérêt le déterminant du taux d'épargne semble à nouveau triompher.

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

banques prêtaient à long terme parce qu'elles étaient les seules à pouvoir supporter le risque sur le futur (« le pari » dirait Schumpeter³⁴) que représente la création monétaire liée à ce choix, c'est aujourd'hui sur le marché financier et à court terme que se décident les stratégies d'orientation de l'épargne. Employer le terme de stratégie est même impropre puisque les banques vont être contraintes d'orienter cette épargne vers les titres immédiatement les plus rentables. Le court-termisme de cette politique ne pouvait qu'induire un déplacement incessant de l'épargne disponible en fonction de la nouvelle théorie de la « création de valeur pour l'actionnaire ».

Alors que les années 30 posaient la crise au niveau de la production (une crise de surproduction de type nouveau quand même), les années 90-2000 la posent au niveau de la reproduction.

Mais cela n'implique pas qu'il n'y ait plus de reproduction dans ce niveau I, ce que semble penser Goldner quand il voit la déflation comme un auto-cannibalisme du capital. En effet, pour ne prendre qu'un exemple, le développement du capital fictif, conduit bien à une reproduction « à la limite ». Il est donc toujours tension productrice de conflits d'intérêts, de contradictions entre les agents économiques. Quand il se produit un changement de cycle, la restructuration d'ensemble va vers une centralisation accrue du capital et donc un renforcement du capitalisme de sommet. On ne comprend alors vraiment pas pourquoi Goldner s'étonne tant du fait que des pays comme la Chine continuent à entretenir financièrement le « gouvernement impérial » américain. Il nous paraît en retrait par rapport à la notion « d'Empire » de Negri et Hardt dans la mesure où il ne semble pas saisir le caractère collectif de la « gouvernance » et c'est pour cela qu'il

34 – Pour Schumpeter, l'innovation d'importance ne pouvait que rompre avec les usages routiniers de l'économie. Ainsi, elle devait être financée par une création *ex nihilo* d'argent-capital sur le marché bancaire (monétaire).

en vient à parler d'impérialisme américain. Il confond le gendarme mondial avec l'ordre mondial.

Il nous semble d'ailleurs préférable de parler de « capitalisme collectif » plutôt que « d'impérialisme collectif » comme le fait par exemple, Robert Kurz³⁵.

Cette position de Goldner est d'autant plus étonnante qu'il saisit bien la difficulté, mais par un autre bout quand il dit que ce qui fait problème ce n'est pas l'impérialisme, mais l'anti-impérialisme qui serait très dangereux parce qu'il susciterait un soutien aux ennemis des Américains sur la seule base qu'ils sont anti-américains. Mais quoi de plus normal si ce sont les Américains les impérialistes ! En fait, l'impérialisme au sens de Goldner, c'est le pillage, ce n'est donc pas le stade suprême du capitalisme de Hilferding et Lénine. Pourtant Goldner se rallie sans le dire à cette position quand il voit dans le niveau I une tendance à la formation de monopoles, quand il assimile guerre et impérialisme et fait du pillage du niveau III le moteur de la croissance du niveau I alors que nous n'y voyons qu'une résurgence des formes pré-industrielles de captage des richesses par « l'État commercial » de l'époque mercantiliste, c'est-à-dire à un stade primitif de développement du capital. Une fois encore, le développement du capitalisme montre qu'il ne dépasse rien, il mêle et modernise les formes et surtout il englobe. Un exemple de cette modernisation nous est fourni par les politiques de « reflation » utilisées par l'État américain depuis Nixon et réactivées par Bush. Goldner les définit comme : « un accroissement de l'activité économique engendré essentiellement par l'injection de monnaie et de crédit », *op. cit.* p. 97).

Pour nous, la tendance à l'englobement fait que, contrairement à ce que pensait Rosa Luxemburg, l'extérieur au capitalisme ne reste pas à l'extérieur. Dans le processus de totalisation du capital, l'extérieur est

35 – *Avis aux naufragés*, Lignes, 2005, p. 113.

intériorisé et on ne peut plus parler d'impérialisme mais de niveaux de domination, d'échange inégal sur la base des différentiels de productivité. D'ailleurs, comme le fait remarquer la *Lettre 24* du groupe Mouvement Communiste (mai 2007), les États-Unis, contrairement à l'Angleterre impériale ne sont pas vraiment exportateurs de capitaux, mais plutôt importateurs³⁶, ce qui montre encore leur puissance : ils captent sans avoir besoin de produire. Le captage a supplanté le pillage comme forme moderne de domination. Il en est de même pour les exportations de marchandises du fait de l'avantage de taille du marché intérieur américain qui n'a jamais fait de l'exportation le nerf de la guerre. Mac Donald, Coca Cola, Nike et Hollywood relèvent plus de l'exportation de *l'American Way of Life* que de l'invasion de marchandises américaines à l'étranger (la balance commerciale américaine est structurellement déficitaire, l'anglaise était toujours excédentaire !). Si on continuait à définir l'impérialisme comme au temps de la seconde ou de la troisième Internationale alors on pourrait dire que le Japon et la Chine sont parmi les plus grands pays impérialistes.

Le plan Marshall constitue le premier exemple de cette nouvelle forme d'extension de la capitalisation dans la mesure où il représente la diffusion du modèle du *New Deal* et du *Welfare state* américain à toute l'Europe et au Japon. Cette diffusion a eu un prix (près de 12 milliards de dollars), mais le crédit n'a représenté que 1,5 milliard de cette somme.

Cela est actualisé aujourd'hui dans les nouveaux échanges au sein de l'OMC, mais en dehors de toute régulation systémique. Rosa Luxemburg (c'est excusable à l'époque) et Loren Goldner (ce l'est moins aujourd'hui) conçoivent le développement du capitalisme comme une

36 – En 2005, ils ont reçu de l'étranger pour plus de 1000 milliards de dollars et ont exporté moins de 500 milliards. De même, l'ensemble des pays émergents sont maintenant exportateurs nets de capitaux vers les pays capitalistes dominants, et ce à cause de leurs fortes réserves de change en devises fortes.

sorte de conquête de l'Ouest sur le mode colonial qui repousserait toujours plus loin la contradiction que représente la réalisation de la plus-value produite. La fin du capitalisme devant correspondre à la conquête complète des espaces. C'est ce qui est arrivé, mais pas sous la forme prévue par eux. La fin du bloc soviétique, le développement de pays émergents ont poussé à une unification du marché mondial qui repousse les formes impérialistes à la marge et intègre les nouveaux pays au commerce international (flux de marchandises) et au flux de capitaux dans un sens déroutant pour les tenants de la thèse de l'impérialisme.

Cet aspect s'est encore accentué en octobre 2008 quand on s'aperçoit que l'une des conséquences de cette période de tempête est non pas la remise en cause de la mondialisation mais au contraire son intensification. L'Islande et la Hongrie pleurent pour entrer dans la zone euro³⁷, le Danemark et la Norvège sont en train de réviser leurs positions et la Chine protège ses intérêts américains. S'il existe bien une certaine hiérarchie et des effets de domination au sein de ce niveau I, il n'empêche que sa structure d'ensemble, se déploie de façon beaucoup plus horizontale que dans les formes traditionnelles de domination car elle bénéficie de « l'ère de l'information ».

- **Le niveau II ou niveau intermédiaire** qui est celui que Goldner appelle « le système clos » dans lequel s'exerce encore de façon prépondérante, la dépendance réciproque entre le pôle travail et le pôle capital du rapport social capitaliste. Ce niveau est aujourd'hui celui des innombrables petites et moyennes entreprises, travaillant souvent en

37 – Dans la zone euro, la monnaie est auto-fondatrice et échappe aux États-nations. Elle est sans effigie historique. Les monuments qui la décorent sont d'une architecture aussi abstraite que l'est le signe monétaire dématérialisé. La résistance de l'euro dans la tourmente montre que, comme le dollar, elle est au-delà de la problématique absurde de la déconnexion. D'ailleurs les monnaies « connectés » comme les monnaies nordiques boivent la tasse.

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

sous-traitance ou en réseau avec de plus grandes et qui subissent de plein fouet les exigences d'une économie de marché mondialisée et sauvage. L'usine-entreprise, siège du procès de production est un lieu qui maintenant freine le mouvement du capital parce qu'elle est immobilisation de capital fixe. Pour surmonter cette fixation, il faut qu'elle perde ce caractère qui reposait sur l'entrepreneur, la propriété, les salariés. C'est ce qu'atteignent les entreprises du niveau I et c'est ce qu'ont réussi à réaliser les nouvelles entreprises de la « net-économie ». Sur la base d'un capital fixe proche de zéro, il leur suffit d'une avance de capital pour faire démarrer l'affaire. Le fait qu'il y ait surchauffe au bout d'un moment du fait de la part très importante de capital fictif qu'elles incluent, n'empêche pas, une fois l'effondrement des valeurs les moins sûres, que les plus solides se concentrent et prospèrent.

Goldner perçoit bien le processus de totalisation du capital et une de ses conséquences les plus significatives que, dans *Temps critiques*, nous désignons comme « l'inessentialisation de la force de travail » dans la capitalisation des activités humaines. Il souligne la nécessité pour le capital « de se mélanger au travail vivant pour se développer (...) et sa tendance simultanée à chasser la force de travail vivante du processus de production ». En extrapolant ce processus de ce que *Temps critiques* a nommé « la valeur sans le travail », Goldner énonce une sorte de « parachèvement du capital³⁸ » qu'il décrit ainsi : « À un certain point, l'obstacle à l'expansion du capital devient le capital lui-même ». Il ne semble toutefois pas franchir le pas qui le conduirait à adopter la notion camatienne de « mort potentielle du capital³⁹ ». Il ne peut le faire car cela viendrait anéantir son modèle du capital fictif

38 – Cf. Jacques Guigou, « Trois couplets sur le parachèvement du capital », *Temps critiques* n° 9 (1996).

39 – Cf. Jacques Camatte, « La mort potentielle du capital », *Invariance* série V, n° 5, 2002, p. 83-112.

comme pillage des espaces de reproduction globale du système, non payé par le capital (l'exemple des richesses naturelles), mais réalisé grâce aux titres de propriété (cf. le paragraphe suivant).

– **Le niveau III ou inférieur** car il subit les conditions des deux autres niveaux, est donc celui du pillage des richesses produites par les petits producteurs des pays dominés et du pillage des ressources naturelles. Ce pillage ne serait pas payé et le « profit » qui en serait tiré masquerait, en fait, un coût de reproduction non payé bien supérieur à long terme. Goldner rejoint ici, sans le dire, les critiques réformistes et écologistes de l'économie en terme de « développement durable » et « d'externalités négatives », mais en utilisant dans leur acception marxiste, les notions de valeur et de propriété. En effet, pour lui, le capitalisme contemporain n'aurait pas encore sombré dans « la dégringolade déflationniste » car « la combinaison de la valeur excédentaire et du pillage soutient les titres papier qu'il invente ». La base matérielle du capital fictif serait donc elle-même une fiction, celle d'un titre de propriété (foncière et industrielle) qui n'a plus de valeur équivalente réalisable, mais qui permet, « grâce au système de crédit, au capital fixe d'entreprises endettées de passer dans la circulation générale, comme une bulle de promesses en l'air ». Selon Goldner, les titres de propriété tireraient encore leur puissance de leur origine proto capitaliste (du xv^e au xix^e s.) lorsqu'ils représentaient une « autorisation de pillage » de la paysannerie soutenue par l'État royal et son armée. C'est ce qui perdurerait actuellement dans les nouvelles formes d'impérialisme qui pomperaient les richesses de la périphérie et détruiraient la nature extérieure en se l'appropriant gratuitement ou presque. Nous avons déjà fait une critique de la thèse de l'impérialisme et nous n'y revenons que pour signaler que les pays émergents doivent être distingués des pays les moins développés, sinon, il n'y aurait même pas pour nous, de niveau III. D'ailleurs, ce ne sont même plus des pays qui doivent être distingués, mais des régions car les nouveaux modes d'intégration font que, parfois, les trois niveaux peuvent coïncider en un seul pays. C'est

surtout le cas pour les pays de la zone asiatique, pour le Brésil et le Mexique.

Passons maintenant à une seconde observation critique sur la question de la propriété.

Ce que Marx a décrit comme la fonciarisation du capital dont il a fait un opérateur majeur de sortie de la féodalité peut-il aujourd'hui être encore actif ? Certainement pas. La propriété foncière, puis la propriété industrielle ont été successivement éliminées en tant que condition de la valorisation ; la première dans la période de domination formelle⁴⁰ du capital (épuisement de la domination de la classe des pro-

40 – Dans le VI^e Chapitre inédit du *Capital* (découvert dans les années 1930 et diffusé en France en 1967), Marx introduit les deux notions de domination formelle du capital sur le travail et de domination réelle. Si nous voulons donner une définition rapide et nécessairement simplifiée des deux notions cela pourrait être :

– Dans la domination formelle, le procès de travail est déjà soumis au procès de valorisation du capital (ce qui n'est pas le cas dans la phase antérieure de la petite production marchande). Le stade de production y est déjà proprement capitaliste, mais pas encore celui de la reproduction. C'est d'ailleurs la production, surtout de plus-value absolue dans l'analyse de Marx, qui est au cœur de cette phase. Tout n'est donc pas encore capital et c'est ce qui fonde la distinction entre société bourgeoise et rapports de production capitalistes. On s'accorde généralement à la dater depuis la révolution industrielle jusqu'aux années 20 du XX^e siècle qui voient la contre-révolution vaincre la révolution et engendrer une restructuration du capitalisme sur les nouvelles bases de la domination réelle.

– Dans la phase de la domination réelle, tout apparaît comme capital. La force productive du travail se trouve incluse dans le capital fixe qui, pourtant, se pose comme extérieur, autonomisé du procès de travail, mais étroitement lié au développement de la technoscience. « Le mort saisit le vif » et le capital se présente lui — même comme la source de la survaleur : le profit efface la plus-value (en langage marxiste, c'est la domination de la plus-value relative)

priétaires terriens qui s'étend aujourd'hui aux régions les plus périphériques), la seconde dans la période de domination réelle (passage d'un capital patrimonial aux sociétés par actions, capitalisme collectif).

Certes, pour ce niveau III, les investissements directs à l'étranger (IDE) dans les pays émergents et dans les pays pauvres, peuvent s'appuyer sur une appropriation foncière, mais cela reste une exception. Car, si dans l'agriculture on assiste actuellement à des achats de régions entières de vastes pays pauvres par des pays émergents qui cherchent à développer une agriculture industrielle, le but n'est pas la propriété, mais l'exploitation du sol. Pour les matières premières, il y a déjà longtemps que le contrôle s'effectue par la fixation mondiale des prix et non par la propriété, par crainte de nationalisations et parce que sur ces produits ce sont les pays consommateurs qui fixent les prix et non pas les pays producteurs, exception faite pour le pétrole.

Dans la société capitalisée⁴¹, le capital s'est affranchi de la nécessité dans laquelle il était de se référer à un titre de propriété⁴². C'est

et l'entrepreneur cède la place aux managers, technocrates et actionnaires. La société bourgeoise devient la société du capital en englobant la société civile. Le discours du capital remplace l'idéologie bourgeoise et impose sa neutralité axiologique à travers son utilisation de la techno-science et de ses systèmes experts.

41 – Cette notion élaborée par la revue *Temps critiques* désigne la forme que la capitalisation des activités humaines assigne à tous les rapports sociaux. En tendance, les activités des humains et les manifestations de la vie sont immédiatement converties en opérateurs de validation d'un prix. Marx avait perçu cette tendance du capital à devenir homme (*human being*). Aujourd'hui ces processus d'anthropomorphose du capital s'élargissent et s'intensifient par le biais de combinaisons entre des organismes vivants et des systèmes technologiques.

42 – Cet affranchissement par le capital d'une nécessité, pour se valoriser, de passer par un titre de propriété et donc son indifférence à un droit de propriété institué et contrôlé par la loi, rend caduques et vaines les initiatives de lob-

d'ailleurs ce processus d'abstraction du capital qui a permis à Marx de parler de capital fictif. Certes, Marx conserve l'implication foncière de la valorisation, mais il a mis à jour la tendance au dépassement de cet obstacle au libre déploiement du capital. Il l'avait envisagé quand il percevait dans le développement des sociétés par actions le fruit de l'action dissolvante du capital fictif sur la propriété privée des moyens de production et les bases futures pour l'association des travailleurs. « Le système des actions porte déjà en lui la négation de l'ancienne forme où le moyen social de production se présente comme propriété individuelle » (Marx, Livre III, 5^e section). Le capital fictif révolutionne le vieux mode patrimonial du capital, mais Marx ne pouvait supposer que cela déboucherait sur un capitalisme actionnarial auquel les salariés participeraient largement. La circulation de richesse est telle qu'elle se détache de la propriété de quelques-uns (l'image des « Deux cents familles ») pour devenir celle de tous dans un quantum absolument négligeable. Chacun existe alors comme membre du capital (cf. l'exemple des fonds de pension des salariés), comme exploité par lui-même. Le capital s'est fait totalité au niveau de sa reproduction. C'est aussi à ce niveau qu'il pose les crises actuelles.

bies réformateurs qui, via les organisations internationales cherchent à « faire fructifier la richesse des pauvres » en instaurant un État de droit qui seul permettrait de légaliser les biens immobiliers des milliards de pauvres des zones périurbaines plongés dans le règne des mafias et des échanges sans titre de propriété. Comme les zéloteurs du micro-crédit (cf. partie III *supra*), l'économiste péruvien Hernando de Soto s'est fait le héros de cette croisade pour une valorisation du capital immobilier des bidonvilles et des favelas dans un titre de propriété afin de convertir les masses de déshérités aux charmes de la très petite entreprise... Cf. Hernando de Soto, *Le mystère du capital. Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*, Flammarion, 2005 ; et *Le Monde* 2 « Faire fructifier la richesse des pauvres », 8 novembre 2008, p. 25-30.

Cette base foncière du développement du capital est aujourd'hui abandonnée dans les descriptions les plus récentes qui développent leur analyse du capital fictif à partir de la crise de la valeur-travail après 1968-1975, soit après le dernier grand assaut prolétarien et sa défaite. C'est le cas de la revue *Invariance*⁴³ notamment.

L'absence d'une analyse historique de la propriété dans la dynamique du capitalisme constitue donc le point aveugle de cette intéressante contribution de Goldner à la notion de capital fictif. Après avoir passé en revue les trois niveaux, passons maintenant à leur articulation.

Goldner reconnaît qu'il y a réactivation de formes proto-capitalistes, mais il est peu pertinent de les nommer dans ces termes car elles sont aujourd'hui des formes modernes dans le cadre de leur articulation au sein du procès de totalisation du capital comme nous pensons l'avoir montré précédemment. Goldner rappelle bien que l'État, les banques, le crédit ont préexisté à la valorisation par le travail productif dans le « système clos », mais justement, il n'y a plus de système clos dans la nouvelle articulation. Le niveau II est complètement pénétré par le niveau I et agit aussi en rapport avec le niveau III puisqu'il participe éventuellement au « pillage », même si c'est de façon subordonnée.

43 – Après avoir rappelé la prédiction de Marx selon laquelle lorsque le nombre d'ouvriers qui font réaliser la plus-value deviendra plus grand que celui de ceux qui produisent la plus-value, une révolution interviendra, J. Camatte note que cette inversion est survenue aux États-Unis en 1956 et que s'ensuivirent récession et stagflation. Il situe là le moment où « le capital a dépassé des limites imposées par la valeur-temps de travail », *Invariance*, série V, n° 5, p. 88. De même, on peut dire que si on en restait à la définition originelle des travailleurs productifs de plus-value, leur nombre décroissant ne pourrait même pas suffire à la reproduction simple de la valeur. Dans ce qu'on nomme « la crise », le capital s'est échappé de son ancienne assignation à exploiter la force de travail pour réaliser du profit.

Résumons-nous : dans le niveau I, le capital domine la valeur dans la mesure où il s'autonomise de sa forme valeur pour revêtir n'importe quelle forme, y compris celle du capital fictif. C'est le niveau de la reproduction. C'est le niveau où se joue la crise actuelle. Dans le niveau II, il y a tendance à l'autonomisation de la valeur, ce qu'un fin marxiste comme Paul Mattick junior reconnaît dans son commentaire des mini krachs boursiers de 1987 et 1989 : « Si on en est là, c'est tout simplement parce que l'économie capitaliste n'est plus en expansion en tant qu'économie capitaliste⁴⁴ ». C'est reconnaître que l'accumulation se fait en partie en dehors de la sphère productive et qu'elle correspond donc à une accumulation de valeur fictive. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y a « échappement » de la valeur puisque ce processus reste sous le contrôle du niveau I⁴⁵. C'est ce que Goldner dit quand il lie augmentation du capital fixe et dévalorisation du capital fixe dans le « système clos » avec l'exemple des innovations dans la sphère de la

44 – Cf. *Cahiers du doute* n° 3, juin 1989. C'est ce que reconnaît aussi Goldner quand, dans sa réponse à nos remarques, il précise : « La crise actuelle est une crise de reproduction à l'échelle mondiale où l'élargissement va de pair avec la régression matérielle de l'humanité et de son environnement. Le capital sans processus de valorisation à travers cette reproduction (ou, actuellement, non reproduction) n'est plus le capital ». Mais alors qu'est-ce que c'est le capital aujourd'hui ? En fait, chez Goldner comme chez beaucoup d'autres, il y a l'effroi devant l'hypothèse d'un capitalisme sans « capital productif ». Et Goldner, avec son concept de régression nous semble régresser lui-même vers les théories de la décadence du capitalisme. Le paradoxe c'est que cette analyse est un peu celle qui règne sur les marchés financiers. Dans les termes actuels de l'idéologie néo-classique, nous dirons que c'est une prophétie auto-réalisatrice qui est complètement inhibitrice du point de vue d'une quelconque intervention politique critique.

45 – Sur cette question on peut aussi se reporter au n° 6-7 de *Temps critiques* (p. 53 et sq) ainsi qu'au livre de Jacques Wajnsztein, *Après la révolution du capital*, Paris, L'Harmattan, 2007.

haute technologie qu'il assimile à une auto-cannibalisation du capital par dévalorisation immédiate du capital fixe ancien par le nouveau.

FINANCIARISATION ET POLITIQUE DU CAPITAL

Si le développement du capital fictif donne l'impression d'une dilution des hiérarchies, d'une structure fluide et en réseaux, le mouvement plus général de financiarisation de la société capitalisée réintroduit une logique de pouvoir et ce qu'on pourrait appeler une politique du capital. La recherche de puissance qui n'est jamais absente trouve particulièrement à s'exprimer dans l'intervention financière qui s'effectue au travers de la guerre économique que se mènent les différents capitaux productifs du secteur I, à coups d'OPA ou d'OPE⁴⁶. Dans les deux cas, le résultat est que le niveau de financiarisation du capital productif s'en trouve augmenté. Tout d'abord par le fait que les entreprises qui mènent ses opérations sont obligées de les financer par l'intermédiaire du

46 – Offre publique d'achat et offre publique d'échange. Dans le cas des OPA, il s'agit, pour l'entreprise qui lance l'offensive (« chevalier noir ») de racheter une part non négligeable des actifs de l'entreprise visée en s'adressant directement (publiquement) aux petits actionnaires quand le capital est très dispersé ce qui est aujourd'hui la norme dans les sociétés anonymes. Ces derniers se voient proposer un prix de l'action nettement supérieur à la cotation en Bourse et ont alors tout intérêt à vendre puisqu'ils ne sont pas de véritables propriétaires, mais juste des petits épargnants. L'entreprise attaquée n'a que deux moyens de se défendre : soit faire appel à une entreprise amie (« chevalier blanc ») qui viendra surenchérir sur la proposition de départ ; soit avoir préalablement constitué des noyaux durs d'actionnaires institutionnels qui au bénéfice d'un prix d'achat d'actions plus faible que la cotation ont acheté de gros paquets d'actifs à charge de ne pas revendre en cas d'OPA ennemie. L'OPE est de même nature, mais il y a échange croisé d'actions. Pour une bonne description de cela, on peut se reporter à Frédéric Lordon, *La politique du capital*, Odile Jacob, 2002 qui décrit la guerre entre la BNP et la Société Générale pour le contrôle de Paribas.

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

circuit financier. En France, ce sera par l'intermédiaire de ce qu'on appelle les investisseurs institutionnels (« les zinzins » en jargon économique) qui sont des grandes banques ou compagnies d'assurance. Ces zinzins qui sont souvent les actionnaires de référence (les plus gros) n'interviennent d'ailleurs que très modérément dans la gestion, laissant l'initiative aux managers. Nous y reviendrons à propos de la prétendue déconnexion entre « économie réelle » et finance. Ensuite, le fait que ces entreprises sont obligées de mener de front une activité économique de base (centrée sur leur « métier ») et une stratégie générale de puissance pour survivre qui passe par la financiarisation (augmentation du capital par émission d'actions) les amène à adopter une structure organisationnelle d'ensemble qui épouse ce découplage. On assiste alors à la mise en place d'une société financière (holding) qui vient coiffer les activités de sociétés industrielles (par exemple la holding PSA qui coiffe les activités automobiles de Peugeot-Citroën).

Cette intervention financière dans la guerre économique peut aussi prendre tout bonnement la forme de la pure prédation financière dans le dépeçage de concurrents menacés de faillite. On vient d'en avoir un exemple avec la chute de Lehman Brothers regardée avec concupiscence par Morgan Chase. Certains ont même pu parler de revanche de la banque protestante sur la banque juive ! Dans tous ces mouvements, il y a une remise en circulation de la propriété qui elle aussi devient plus fluide et garde une valeur à cette condition. Cela semble contredire ce que nous avons dit plus haut sur le déclin de l'importance du titre de propriété aujourd'hui, mais ce que nous voulons dire c'est que ce n'est plus son stockage qui est moteur mais justement sa mise en circulation. Ce sont deux mouvements qui coexistent : le premier comme mouvement de reproduction et de stabilisation, le second comme mouvement épousant la dynamique du capital. Les deux mouvements peuvent d'ailleurs se rencontrer quand, pour survivre, le premier est obligé de grossir, le second de s'étendre.

C'est dans ce secteur du capital financier que semble se réaliser l'auto-engendrement de la valeur sans passer par les médiations que

connaissent les autres secteurs d'activité et particulièrement le secteur industriel. Comme il ne connaît que l'abstraction du capital-argent, le profit maximum est son but immédiat alors qu'en théorie, mais aussi en réalité, dans le secteur de la production, la transformation du monde est un projet de classe qui relègue le profit au rang de moyen. C'est pour cela que si on se trouve dans une configuration institutionnelle qui permet au capital financier d'imposer sa norme, les rappels à l'ordre pour la maximisation du profit vont être immédiats et incessants, alors que la tendance du capital industriel à la puissance le pousse à augmenter toujours plus son chiffre d'affaires en considérant que les profits n'en sont qu'une conséquence.

En France, dans la période des « Trente Glorieuses », la configuration institutionnelle plaçait les entreprises en rapport avec le marché monétaire et l'intermédiation des banques (ce qu'en terme technique on appelle la finance indirecte) pour obtenir des crédits. Cette intermédiation obligeait à une sorte de contractualisation des échanges entre prêteurs et emprunteurs avec tous les accommodements possibles. Les rapports restaient relativement personnalisés entre contractants et les deux partenaires entretenaient un minimum de transparence qui limitait les asymétries d'information. Ce degré élevé de coopération a été atteint au Japon et à un degré moindre en Allemagne. En France, le système financier était corseté par la loi de 1945 qui séparait des grandes banques de dépôt nationalisées pour le crédit à court terme et aux particuliers et les banques d'affaires privées pour les crédits à long terme et aux entreprises. L'État imposait à toutes les banques, y compris aux banques d'affaires privées, une véritable politique monétaire de surveillance avec réserves obligatoires et direction des taux d'intérêts. Les entreprises non financières ont pu profiter d'une assez grande liberté à l'ombre d'une tutelle qui s'avérait protectrice. Cette situation n'est toutefois pas due au fait que la finance serait dominée par la logique industrielle ou une conviction de partenariat, mais par le fait objectif que dans le crédit bancaire il y a une illiquidité de la créance qui rend les rapports bilatéraux obligés jusqu'à échéance.

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

Ce contexte favorable aux entreprises s'est encore accentué dans la période 1965-1975 quand les banques de dépôt ont vu affluer l'argent des comptes courants et ont reçu l'autorisation de prêter à long terme, domaine traditionnellement réservé aux banques d'affaires. Les circonstances étaient donc particulièrement favorables pour une course à la taille et au gigantisme qu'on retrouvera dans toutes les entreprises des pays dominants. Mais à partir des années 80, la nouvelle structuration autour de la globalisation met le marché financier au centre des opérations et avec lui une contrainte de rentabilité instantanée qui doit être respectée dans le cadre de la *corporate governance*⁴⁷. Là encore, il ne faut pas y voir la conséquence des grands méchants de la banque et de la finance qui vampiriseraient le fruit du travail⁴⁸, mais le fait objectif que sur le marché financier (ce qu'en terme technique on appelle la finance directe) il y a liquidité des titres qui sont le support de la dette et la relation peut cesser à tout moment.

La monnaie est la forme supérieure de liquidité et la liquidité est devenue un rapport de totalisation du capital. C'est ce rapport qui semble s'imposer au monde entier, sur la base d'un modèle américain très étranger aux autres pays (surtout à l'Allemagne et au Japon où le pouvoir créancier est dominé par une alliance entre pouvoir managérial et banque⁴⁹), puisqu'il reposait chez eux sur un marché financier avec des banques assez faibles dans l'économie productive. La propriété du capital était aux mains des investisseurs et la liquidité représentait le principe de gestion de la propriété, tout en laissant au pouvoir managé-

47 – Maigrir pour produire mieux plutôt que plus, se désendetter, restaurer les profits par une politique agressive vis-à-vis des salariés, de façon à modifier le partage de la valeur ajoutée vont constituer les nouveaux objectifs.

48 – Une vision anti-capitaliste de droite qui connaît parfois le succès dans une certaine extrême gauche.

49 – Daimler-Benz est possédé à 41,8 % par la Deutsche Bank.

rial non propriétaire toute latitude stratégique. Il y eut juste à raboter ce dernier aspect pour s'adapter à la nouvelle norme.

Cette nouvelle norme est aussi aux antipodes des pratiques françaises de « noyaux durs » constitués par les zinzins. À titre d'exemple, l'actionnaire principal de *General Motors* est le fond de pension des enseignants du Michigan qui possède 1,4 % du capital ! C'est que la priorité donnée à la liquidité entre en contradiction avec une véritable pénétration dans le capital d'une entreprise.

Le capital industriel se trouve donc tout à coup, dans la dérégulation, arraisonné par une finance patrimoniale qui s'appuie sur des fonds collectifs d'épargne. Il y a là un autre fait nouveau dont les tenants du « c'est une crise classique du capitalisme » ne veulent pas tenir compte gênés qu'ils sont par le fait que beaucoup de ces fonds anglo-saxons sont des fonds de retraite de salariés.

Les grandes banques d'affaires, mais aussi certaines banques de dépôt françaises sont bien placées pour jouer les interfaces entre objectifs financiers (la création de valeur à court terme pour l'actionnaire dont la quote-part est fixée *ex ante*) et objectifs industriels (amélioration de la compétitivité et puissance d'intervention). Du fait que le premier objectif semble prédominer sur le second, certains à gauche, en ont aussitôt déduit que le capital industriel pourrait faire alliance avec le salariat contre le capital financier. Pourtant, on s'est vite aperçu que les industriels réagissaient à la pression des objectifs financiers en considérant les salariés comme une variable d'ajustement, ceci étant facilité par un discours maintenant consensuel sur le « c'est la faute à la finance », sur « la nécessité » des plans sociaux et par le peu de réactions des salariés.

La divergence d'intérêt entre les deux formes de capital existe certes au niveau des luttes de pouvoir (par exemple entre PDG et « administrateurs indépendants », mais la convergence d'intérêt est bien plus forte à court terme quand les entreprises s'aperçoivent que ce qu'elles ont mis des dizaines d'années à construire en accumulant du capital (fixe surtout), elles peuvent le réaliser en quelques mois par la « crois-

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

sance externe⁵⁰ », c'est-à-dire par la prédation financière. Elles en viennent ainsi, tout « naturellement » à épouser l'idéologie de la finance alors que la part actionnariale dans le financement des entreprises françaises est quasi dérisoire (moins de 10 % entre 1975 et 2000, même si on peut considérer qu'il y a eu une nette hausse depuis). C'est quand les entreprises cherchent à construire des stratégies de puissance à moyen terme, quand elles se lancent dans des innovations risquées que la finance intervient par une piquûre de rappel sur les exigences prioritaires de profit par rapport à la volonté de puissance, à des rationalités quasi politiques ou au désir d'aventure industrielle⁵¹. « Heureusement » pour les entreprises, comme il n'existe pas moins de quarante définitions de la création de valeur cela leur permet une certaine latitude et donc d'essayer de développer leur propre rationalité : chaque entreprise, prise individuellement a quand même pour but de survivre à la compétition actuelle !

Lordon nous fournit un bon exemple de cette opacité dans la transparence, si on peut risquer cet oxymore, qui caractérise les grands travaux du capital. En effet, rien ne permettait de dire qui de la Société Générale ou de la BNP avaient les meilleurs critères pour s'emparer de Paribas. C'est d'ailleurs pour cela que les deux banques prédatrices usèrent de tous les arguments... et de leur contraire pour remporter le morceau. Comme le dit encore Lordon : « la politique du capital c'est la part non marchande — mais visible jusque dans les transactions marchandes — des relations que nouent entre eux les hommes du capital : relations d'alliance, de concurrence, d'influence, de

50 – Frédéric Lordon cite (*op. cit.* p. 322) l'exemple du groupe Générale des Eaux-Vivendi dont le centre de gravité s'est déplacé des services aux collectivités locales à la communication multimédia à coup d'opérations financières aventureuses.

51 – Ainsi, Danone a été empêché de prendre le contrôle sur Quaker Oats en 2000, OPE jugée trop onéreuse et à la rentabilité douteuse par les actionnaires.

tion⁵²». Ce qui est sûr, c'est que ce nouveau type de relations détruit complètement l'hypothèse des fonctionnements oligarchiques (concrètement, par exemple, la pratique des participations croisées qui permettait au capitalisme industriel de fonctionner « en communauté ») qui étaient typiques du capitalisme français et que quelqu'un comme Castoriadis avait bien pointé avant que ces changements ne deviennent une nouvelle norme de fonctionnement.

Il n'empêche que l'État, qui a partie liée avec le fonctionnement oligarchique (« les copains et les coquins ») n'est pas mis hors jeu par la nouvelle donne. S'il semble l'être, c'est parce qu'il se met visiblement en retrait, après avoir été comme d'habitude un acteur majeur de cette nouvelle donne en déverrouillant l'ancien système⁵³, pour dégager sa responsabilité en période calme et éventuellement se poser en sauveur en temps de crise comme aujourd'hui. La légitimité de son intervention tient dans le fait qu'il se pose alors, comme représentant de la souveraineté monétaire nationale. On vient d'en voir un exemple dans les tentatives des États européens de donner une réponse nationale à la crise actuelle. Mais cela est rendu difficile par la politique anti-inflationniste des États européens depuis la fin des années 80 qui a conduit à une dépolitisation de la monnaie dont l'indépendance des banques centrales a été l'aboutissement.

52 – Lordon, *op. cit.* p. 50.

53 – C'est cette action de l'État qui a permis la vague d'OPA des années 80, dont la plupart étaient spéculatives, avec la pratique du rachat global et de la revente par appartements. C'est lui aussi qui a propulsé les « investisseurs institutionnels » dans le financement et le contrôle des entreprises sous prétexte de limiter les tentatives d'OPA hostiles. Ce système a été particulièrement développé aux États-Unis dans la mesure où le capital y est très dispersé et les règles de protection absentes. Par contre, en France, la pratique des noyaux durs et le contrôle de l'État ont limité les transferts de propriété.

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

Le capital financier va justement démembrer cette communauté du capital⁵⁴ qui cherche constamment à créer un bloc, une immobilisation fonctionnant comme rempart contre les agressions extérieures car le capital financier, lui, veut de la propriété circulante comme le montre la masse de capitaux flottants qui cherchent à se placer aux plus offrants.

SUR LA SOI-DISANT « DÉCONNEXION PAR RAPPORT À L'ÉCONOMIE RÉELLE » OU LES LAMENTATIONS AUTOUR DE LA VRAIE NATURE DU CAPITAL ET SA NÉCESSAIRE MORALISATION

Avant de développer notre analyse, nous voudrions faire remarquer à quel point les raisonnements altermondialistes du type *Monde diplomatique* et les raisonnements de la gauche communiste radicale se rejoignent dans une même orthodoxie... mais d'interprétation opposée. Tout d'abord, l'économie de marché y apparaît comme une structure de nature purement privée et décentralisée, au fonctionnement anarchique et régulée de façon aveugle par les prix. Une conception qui, finalement, n'est guère éloignée de celle de l'économie politique classique et néo-classique. Cette analyse ne tient pas compte du fait que le marché incorpore une procédure de socialisation centralisée et une

54 – Une communauté du capital que le candidat à la présidence Sarkozy appelait de ses vœux : « Je veux que le capitalisme familial soit encouragé parce qu'il s'inscrit davantage dans la durée que le seul capitalisme boursier. Je veux que la logique industrielle compte autant que la logique financière. Donner toujours raison aux emballlements du marché, sacrifier le long terme pour le court terme, l'industrie à une exigence de rentabilité déraisonnable et l'emploi aux seuls cours de la Bourse est un renoncement. Ce renoncement donne le pouvoir aux prédateurs au détriment des entrepreneurs. Il faut passer la spéculation avant la production » (discours du 18 décembre 2006 tenu à Charleville-Mézières). Hormis la première notion à connotation vichyste, on reconnaît là une argumentation qui sert de base à des positions politiques qui vont du FN à Lutte Ouvrière en passant par Attac et *Le Monde diplomatique*. Sarkozy est bien le président de presque tous les Français !

régulation d'ensemble dans le cadre des politiques monétaires mises en place par les États.

Il n'en faut pas plus pour que cet oubli conduise directement ces auteurs à une théorie de la déconnexion entre production et marchandises d'un côté, État, banques et flux monétaires de l'autre. C'est faire comme si les agents privés des échanges marchands étaient seulement sous la domination d'une souveraineté monétaire des autorités sans qu'il y ait la moindre légitimité de celle-ci.

En effet, pour les altermondialistes et plus généralement pour les « de gauche », c'est la crise financière qui est à l'origine de tout parce qu'elle est la tendance immorale du capitalisme qui vient grever le travail productif des bons travailleurs. Pour les marxistes non vulgaires comme Bad de la revue *Échanges*⁵⁵, c'est la crise économique qui est à l'origine de la crise financière. L'écroulement du CAC40 proviendrait d'un écroulement du taux de profit. Que les augmentations énormes de ce CAC40, depuis sa naissance n'aient pas pour origine des hausses du taux de profit, mais des hausses de profit (au sens de survaleur) ne semble pas effleurer Bad. Que ce même CAC40, tout écroulé qu'il soit, atteint encore à un niveau extrêmement haut⁵⁶ ne semble pas non plus l'interpeller et en tout cas il n'en avertit pas son lecteur qui ainsi, peut penser qu'il s'agit d'un véritable écroulement et non pas d'une chute relative. Cet écroulement, même s'il ne se produit pas réellement, est tellement désiré par Bad qu'il parvient à s'en persuader. Il faut dire

55 – Cf. ses textes sur la crise financière sur le site Spartacus.

56 – Le statisticien Jean Gadrey (*Le Monde* du 14 octobre 2008), note que depuis la création du CAC40, les salaires n'ont augmenté que de 40 % en euros constants et qu'une augmentation équivalente du CAC40 aurait dû le porter aux alentours de 1600 sur un indice de départ de 1000. Or, à son point le plus bas, c'est-à-dire le vendredi 10 octobre 2008, son « écroulement » l'a amené à 3176,49 ! Il est d'ailleurs reparti à la hausse dès le mardi 14 octobre 2008 ; et les jours suivants « il a fait du yo-yo ».

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

qu'il définit le capital fictif comme bulle financière déconnectée de « l'économie réelle » et comme « triche du crédit ». À partir d'une telle définition, qui ne voudrait pas de l'effondrement d'un tel monstre ? Mais on peut s'étonner : toutes ces nouvelles formes de crédit n'ont-elles pas aussi permis le financement de l'innovation et particulièrement celui des nouvelles technologies américaines assurant un nouvel avantage de puissance aux firmes de ce pays ? Et sans entrer dans les détails pour spécialistes d'économie financière ne peut-on pas dire aussi que le transfert des créances à des investisseurs par le biais de la titrisation⁵⁷ a permis la croissance économique ?

En fait, toute l'analyse de la déconnexion repose sur l'idée que l'activité économique ne peut qu'être en équilibre et que donc tout ce que l'un gagne l'autre le perd et que, de plus, les échanges sont des échanges d'équivalents. Toute l'économie à partir de Smith est une légende morale. Marx essaiera bien parfois d'en prendre le contre-pied, par exemple en critiquant Proudhon qui voyait dans « le joug de l'intérêt », la cause de tous les maux du capitalisme. Mais il ne s'agissait que d'une critique très partielle puisqu'après avoir, lui aussi, défendu des positions éthiques sur le vol opéré par le capital sur le travail, sous

57 – Elle a consisté à transformer des prêts bancaires en obligations achetées par des investisseurs du monde entier. Le but étant de faire du profit en s'assurant de ne pas faire de perte. Il faut remarquer que cette technique, dont on parle tout à coup sans arrêt, n'est pas nouvelle puisqu'elle date des années 70 (toujours la fictivisation) et qu'elle a conforté la plus grande partie des restructurations qui ont relancé la dynamique du capital, par l'intermédiaire du marché financier venu supplanter le marché monétaire. Le problème actuel, c'est que vu leur énorme développement, on ne sait plus quelle est l'exposition réelle des banques aux risques, sachant que les banques d'affaires américaines ne sont pas adossées aux dépôts des particuliers comme c'est le cas en France où la distinction entre banques de dépôt et banques d'affaires n'existe plus depuis la fin des années 60.

l'influence de Proudhon justement, Marx en viendra à parler d'échange d'équivalents dans le rapport salarial.

La globalisation ne doit pas être vue uniquement comme un processus d'autonomisation de la valeur, mais aussi comme un moyen de ralentir le processus de fictivisation du capital. Un processus de fictivisation plus ancien qu'on ne le croit généralement qui a atteint un premier sommet à la fin des années 60 et au début des années 70, sous une forme inflationniste. À cet égard, la fin du système monétaire international mis en place à Bretton Woods en 1944 a joué un rôle majeur, la mondialisation ne jouant que sur le mode mineur. La progression de l'endettement est liée au manque de lisibilité des transformations en cours. Un climat optimiste des affaires renforce le recours au crédit et la facilité des prêts accordés. Une solidarité de fait s'établit entre crédi-teurs et débiteurs qui ont tous deux intérêt à ce que la situation perde. L'imbrication des institutions financières et la diversification des placements proposés comme une mutualisation plus grande des risques rendent le système plus solide et capable de réagir à un renversement de tendance comme celui qui va s'amorcer dans la seconde moitié des années 70. « La montée de l'endettement est la forme que prend dans la société salariale, une réalité générale du capitalisme : l'opacité de la représentation que ces sociétés ont de leur avenir⁵⁸ ».

La lutte contre l'inflation doit d'ailleurs être reconsidérée dans ce cadre. C'est parce qu'il devient plus difficile de créer des moyens de crédit qu'il s'agit de pomper le crédit potentiel existant sur un marché financier suffisamment attractif (politique de taux d'intérêts élevés⁵⁹).

58 – Michel Aglietta et Anton Brender, *Les métamorphoses de la société salariale*, Paris, Calmann-Lévy, 1984, p. 196.

59 – Le développement des fonds de pension va dans le même sens. Il est en effet très idéologique et abusif de ne les considérer que comme des fonds spéculatifs, car la frontière entre se couvrir contre les risques et spéculer est de

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

Le problème est que cette libéralisation financière — qui s'accompagne d'effets immédiats comme la multiplication des flux financiers par rapport aux flux traditionnels de marchandises et d'effets pervers comme les produits dérivés — induit qu'une grande partie de la critique sociale se fait à partir d'une lecture des effets et non en direction de ce qui est le moteur du processus. C'est pour cela, et même avec les meilleures intentions du monde, que cette critique de « la déconnexion » entre flux « économiques » et flux « financiers » est immédiatement inopérante car elle ne permet pas de poser une perspective de sortie du capitalisme. En ne procédant qu'à une inversion de prédominance des sphères économique et financière basée sur la croyance fautive en leur séparation, elle se pose immédiatement comme demande de plus d'État, de plus de régulation, bref, comme réformisme moral et autoritaire.

S'il y a bien des tendances à la formation de bulles financières, ce n'est pas une raison pour en déduire une déconnexion vis-à-vis de « l'économie réelle ». La bulle n'est pas tant déconnexion que le signe que le capital atteint un haut niveau de représentation. Le prix par exemple est une représentation de la valeur qui permet, dans le contexte de « la valeur sans le travail », de valoriser même ce qui n'a pas de valeur parce que n'étant pas le produit du travail vivant des hommes.

plus en plus floue. Dans une économie dans laquelle toutes les variables sont incertaines, il est nécessaire de distinguer entre activité normale spéculative et jeu de hasard ou spéculation irresponsable. Or cette distinction ne peut s'effectuer dans la « pensée critique » courante qui se réfère toujours à une activité « socialement bonne » créant une richesse nouvelle alors que la finance est le lieu de l'oisiveté et du vol puisqu'elle ne produit rien et ne fait que dépouiller les producteurs. On reconnaît là une vieille critique portée par le mouvement ouvrier dans sa composante syndicaliste révolutionnaire qui sera reprise par les théories nationales-socialistes. Dans ces deux tendances, malheureusement, fleurissait l'antisémitisme. Le lien se fit, par exemple, dans la participation d'anciens syndicalistes révolutionnaires au régime de Pétain.

En tendance, tout est capitalisé, même ce qui n'est pas produit, comme le montre la place de plus en plus grande tenue par la gestion des « ressources humaines » et des « compétences ». C'est ce qui nous permet, au niveau théorique, de mettre en avant la notion de « société capitalisée ». Dit autrement, le système capitaliste n'est plus limité que par le capital⁶⁰ lui-même et non plus par un procès de travail qui lui pré-existerait. Le capital peut donc se déployer dans toute la société et le monde entier⁶¹.

D'où, encore, notre notion de « société capitalisée ». L'accroissement du capital fictif par rapport à la « richesse réelle » est le signe de sa tendance à l'auto-présupposition. La valeur se dématérialise⁶². L'existence d'une monnaie métallique qui correspondait à la vision matérialiste des économistes classiques et de Marx lui-même⁶³, a pro-

60 – Cela ne signifie nullement qu'on ne puisse pas se révolter contre ce processus.

61 – La fluidification du capital touche par exemple tous les pays émergents comme la crise asiatique l'avait déjà montré et comme la spéculation immobilière en Chine et son implication dans les crédits accordés aux grands assureurs américains le montrent aussi. Amadeo Bordiga avait déjà envisagé un déblocage du capital par la fluidification des capitaux plus que par l'accumulation primitive. Son analyse du devenir de la Chine se situait aux antipodes des analyses marxistes orthodoxes d'aujourd'hui qui ne voient la Chine que comme usine du monde fournissant le marché américain. Pour lui, la Chine pouvait passer directement d'un pays de paysans à un pays de consommateurs sans forcément passer par l'usinification de toute la société. Cela anticipait déjà le processus de totalisation à l'œuvre. On peut appliquer ce raisonnement à la fringale d'ouverture de l'Europe communautaire pour repousser sa frontière toujours plus à l'Est.

62 – Cf. Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *L'évanescence de la valeur*, Paris, L'Harmattan, 2004.

63 – Ces derniers défenseurs ont été Keynes en 1944 qui s'est opposé en vain au dollar en proposant le « bancor » comme équivalent général et plus ré-

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

gressivement cédé le pas, depuis 1971 et la fin de la convertibilité du dollar, à une vision conventionnelle de la monnaie. Cette conception ne pouvait pas être anticipée par Marx, pour qui la convertibilité du signe monétaire était posée en axiome, la monnaie n'étant qu'un intermédiaire de la circulation de valeurs déjà réellement existantes ou à venir dans le crédit.

Le capital fictif est une forme qui cherche à s'autonomiser de tout travail vivant. C'est une tendance que Marx avait déjà pointée, mais il ne l'avait envisagée que comme signe d'une crise financière passagère puisque le travail vivant restait le moteur de la valorisation. Or aujourd'hui la financiarisation de l'économie est son mode normal de fonctionnement, comme l'inflation l'a été dans la phase précédente. Mais ce serait une erreur de ne pas voir que ce qui relie la période actuelle à la précédente, c'est le développement du capital fictif. Une erreur grosse de conséquence politique puisqu'elle aboutit à vouloir revivifier le temps béni du fordisme et de la centralité du travail. Aujourd'hui, il n'y a pas de déconnexion entre économie réelle et économie financière, mais unité des deux dans l'équivalence de tous les capitaux⁶⁴.

C'est cet aspect qui est source de déséquilibre dans la mesure où la nouvelle finance, non seulement est mondialisée, mais en plus hyperprivatisée au sein de réseaux de flux composés d'une variété sans cesse

comment, en France, sous le gaullisme, Jacques Rueff qui proposait un retour pur et simple à l'étalon-or pour lutter contre l'inflation.

64 – Cette analyse n'est d'ailleurs pas récente. J.-L. Darlet, dans les n^{os} 1 et 2 de la série III de la revue *Invariance*, s'est appuyé sur le TES (tableau économique de la comptabilité nationale qui recense et fait se recouper toutes les entrées et sorties d'une branche de production) de Leontief de 1925 pour montrer que le schéma de Marx sur les secteurs I et II ne tient plus.

renouvelée de produits financiers⁶⁵. Nombre de ces flux circulent dans une opacité totale qui a été favorisée par le développement d'un secteur financier non bancaire, par l'existence d'un système bancaire américain sans encadrement du crédit par la banque centrale et composé essentiellement de banques d'affaires ne pouvant s'appuyer, comme réserve, sur le matelas des dépôts des particuliers⁶⁶. Le problème n'est toujours pas celui d'une quelconque déconnexion, mais d'une difficulté rencontrée par ce capital fictif à trouver sa validation sociale. C'est logique à partir du moment où il a tendance à s'autonomiser de ce qui fonde la liquidité monétaire, à savoir, le travail vivant. Toutefois, cette autonomisation et sa stabilisation ne peuvent se réaliser que dans une phase de confiance qui, depuis la fin des années 80, a été à la base du développement des plans d'épargne des salariés.

On n'en a d'ailleurs pas fini avec les produits dérivés dans une société qui tend à devenir une société du risque et de l'incertitude car c'est la nature même des produits dérivés que de prémunir contre tous les risques de volatilité des prix, y compris celle de la force de travail quand la rupture du contrat de travail fordiste introduit la flexibilité dans le rapport salarial et des atteintes au mode salarial d'intégration et de domination.

65 – Les CDS (contrats d'échange de risques de défaut) qui sont des paris sur les risques courus par d'autres et aussi des jeux sur la variation des prix des matières premières ou des taux d'intérêt ; les LBO (fonds de capital-investissement) qui rachètent des entreprises en s'endettant et en espérant que les futurs bénéfiques viennent rembourser et au-delà leurs dettes ; les *hedge funds* qui sont des fonds spéculatifs basés dans des paradis fiscaux comme aux îles Caïman.

66 – Les banques de dépôt sont donc obligées de venir au secours des banques d'affaires comme le montre la reprise de Merrill Lynch par The Bank of America ou leur conversion in extremis en banques de dépôt (Goldman-Sachs et Morgan-Stanley).

Partie I. Le crédit cette forme nécessaire du Capital

Les produits dérivés sont donc l'expression d'un nouveau mode de produire et d'échanger⁶⁷. C'est cet aspect qui est refusé par l'orthodoxie néo-classique, comme par l'orthodoxie marxiste. On a l'impression que se reproduit le même débat que celui du XVIII^e siècle quand les physiocrates critiquaient les partisans de l'industrialisation en leur disant qu'on ne peut manger des machines ! Leur mode de penser, rattaché à une vision purement matérielle de la production, est similaire à celui des industrialistes d'aujourd'hui qui non seulement se posent encore la question de l'aspect productif du travail dans les services, mais ne se posent même pas celui de la possibilité du caractère productif de l'activité financière. Or les produits dérivés sont des producteurs d'information à l'intérieur d'une économie globalisée. Non seulement il n'y a pas déconnexion, mais ils participent d'un effort de coordination de l'activité. L'information devient elle-même « facteur de production » quand une information transmise ne se perd pas et quand le fait de la consommer ne la détruit pas.

C'est qu'aujourd'hui le capital financier n'est plus celui défini par Hilferding⁶⁸, c'est-à-dire celui de la fusion entre capital industriel et capital bancaire, mais celui de la fusion des fonctions de l'argent (échange, épargne, investissement). Or à cette fusion des fonctions correspond une dissociation des stratégies entre investissements productifs et placements financiers qui entretient l'idée de la déconnexion. Il se développe alors une véritable mystique du « réel » que constituerait le monde de l'économie et son ordre apparemment si rassurant (de quoi ? de la juste exploitation ? de la nécessaire domination ?). Les activités monétaires et financières seraient une menace permanente pour cet ordre non seulement parce qu'elles le mettraient en crise mais aussi

67 – Sur ce point et dans une perspective néo-opéraïste (Negri, Lazzaratto, Virno), on pourra se reporter à : Christian Marazzi, *Et vogue l'argent*, L'Aube, 2003, p. 45 et *sq.*

68 – Christian Marazzi, *op. cit.*, p. 80 et *sq.*

parce qu'elles reposent sur le jeu, la jouissance perverse, une sorte de satanisme, bref, le mal.

Le vrai capitalisme serait ce capitalisme protestant théorisé par Max Weber, un capitalisme des œuvres et de l'épargne soigneusement constituée et investie. Un « idéal-type » lié à « l'esprit du capitalisme » producteur d'intégrité, de rationalité au sein d'un système organisé et fonctionnel. Ce qui se passe maintenant s'apparenterait donc à un dérèglement (des sens ?) qu'il faudrait corriger.

Le projet de taxe Tobin représente bien cette idée que les flux monétaires sont purement spéculatifs et ne correspondent pas à des achats ou à des couvertures d'opérations commerciales. La pensée *Attac-Monde diplomatique* en est toute retournée parce qu'elle ne comprend pas la différence (qui n'est pas déconnexion, même si parfois il semble y avoir séparation du fait de l'institutionnalisation du marché financier) entre une sphère artificielle et une autre qui apparaît comme « naturelle » comme si la première avait toujours été un parasite de la seconde alors qu'elle lui est antérieure et que la seconde n'a dominé, en fait que pendant environ un siècle et demi, l'histoire du capital.

Le projet de taxe Tobin sur les flux financiers se situe dans cette perspective. Cette taxe aurait deux fonctions : celle dérisoire de limiter les flux financiers puisqu'elle ne serait, au maximum, que de 1 % sur l'ensemble des transactions et l'autre de rapporter de l'argent pour le reverser dans « l'économie réelle ». Mais pour remplir cette seconde fonction, il faudrait que perdurent de gigantesques opérations spéculatives, des espérances de bulles financières qui permettent d'emprunter de l'argent réel sur la base de ce développement de capital fictif. C'est que « l'industrie financière » est devenue une branche motrice du capitalisme globalisé. Depuis 1980, les transactions financières rapportent plus d'argent que les capitaux investis dans la production de marchandises matérielles ou immatérielles. Les opérations boursières d'achat et de vente rapportent plus qu'une valorisation, tout aussi aléatoire, de capital productif au sens strict.

À cet égard, parler de « logique financière » au sens péjoratif comme le font les « de gauche » et autres altermondialistes est particulièrement abusif parce que cela présupposerait une logique économique non financière à lui opposer. Or la finance est inhérente au capital en tant que le capitalisme est une économie monétaire, la monnaie n'étant pas simple moyen d'échange mais aussi instrument d'accumulation du capital⁶⁹. Le capitalisme n'a pu se passer d'une création monétaire qui anticipe le profit monétaire à venir. Seulement, aujourd'hui, cette finance intègre une forme particulière du développement du capitalisme et de sa valorisation : le profit monétaire n'est pas déterminé essentiellement par les seuls taux de profit des entreprises. Mais la déconnexion n'est qu'apparente⁷⁰ (c'est pour cela que nous préférons parler d'autonomisation) car si le taux de profit n'est plus l'indicateur principal, la puissance des entreprises s'exprime par d'autres biais et a tendance à revaloriser une perspective micro-économique, d'où la mode de l'expertise. En fait, le marché financier est complémentaire de la sphère de la production dans la mesure où il a pour fonction d'assurer la liquidité des titres financiers représentant le capital productif immobilisé (nous en avons déjà parlé dans le cadre de la structuration en holdings).

Cette tendance à la liquidité est possible du point de vue micro-économique, c'est-à-dire du point de vue de la rationalité individuelle.

69 – La mode étant aux bulles spéculatives et à leur dénonciation on en vient parfois à penser la Bourse comme ayant pour but de produire la bulle par le capital fictif. Or la Bourse sert aussi aux entreprises à lever directement des capitaux (ce qu'on appelle les opérations de capitalisation boursière) pour leurs augmentations de capital. En période de désinflation, cela leur permet de se financer de façon moins coûteuse que par le passage par le marché monétaire et l'emprunt aux banques à un taux d'intérêt réel élevé.

70 – La théorie économique repère cette déconnexion apparente dans le phénomène de Goodwill qui est la différence entre la capitalisation boursière des entreprises et leur capital social (les « capitaux propres »).

Dans une atmosphère d'incertitude, elle est un comportement légitime du point de vue des agents économiques pris individuellement. Cette liquidité des titres financiers calme la crainte que l'action de chacun des autres agents menace sa propre existence économique. Mais elle ne l'est pas du point de vue collectif et macro-économique, c'est-à-dire à partir du moment où cette tendance serait poursuivie par tous. En effet, dès que ce comportement se propage par contagion, la circulation des marchandises s'en trouve entravée⁷¹. Le monde du commerce et de la finance est sans cesse menacé d'une exacerbation des rivalités. Entre d'un côté, la continuité des échanges réclamant la confiance et la clarté des contrats et de l'autre la fascination pour l'activité spéculative, le capitalisme ne peut se mouvoir que dans un entre-deux. Pour ne pas tuer une force qui est à la fois son dynamisme et son arrêt de mort, Keynes était particulièrement conscient de cette aporie qui amenait les marchés financiers à tendanciellement choisir des perspectives à court terme plutôt qu'à long terme. D'ailleurs, quand on lui demandait si les politiques conjoncturelles étaient suffisantes, ce boute-en-train répondait « de toute façon à long terme nous serons tous morts ! ».

Jusqu'à la fin des années 80, les banques centrales étaient les gestionnaires de cette ambivalence. Elles gardaient donc la haute main, au moins en Europe, sur les dérives possibles en contrôlant le marché monétaire par des procédures telles que l'obligation faite aux banques de détenir des réserves en monnaie « réelle » à la banque centrale en proportion du montant de leurs prêts et par des politiques *d'open market* faisant varier les taux d'intérêts dans un sens de restriction de l'activité économique ou au contraire d'expansion.

Le modèle anglo-saxon dominant qui s'est inscrit dans le sens d'une déréglementation ne peut plus tenir les deux bouts de la chaîne.

71 – C'est la base de la déflation actuelle : destruction de la dette par la contrainte aux remboursements, donc faillites et plus généralement dévalorisation du capital.

PARTIE II

L'ANALYSE MARXISTE DES CRISES

AUJOURD'HUI

CRÉATION MONÉTAIRE ET SOCIÉTÉ SALARIALE

Pour des marxistes contemporains comme Michel Aglietta et Suzanne de Brunhoff, il y a bien reconnaissance d'une création *ex nihilo* de la monnaie dans le crédit. Mais elle se produirait dans un rapport privé entre la banque et les entrepreneurs. Cette création est ensuite socialisée par le biais du rapport salarial par le fait que les salaires distribués vont devenir du revenu disponible pour la consommation. La création monétaire se trouve ainsi validée socialement à partir d'une situation où dominant le salariat et les revenus du travail. Mais c'est ce qui est remis en cause par l'évolution du revenu des ménages, ceux-ci comprenant une part proportionnellement de plus en plus grande de revenus financiers (intégration massive de l'épargne salariale dans le développement des marchés de titres : fonds de pensions, portefeuilles d'actions, SICAV, etc.).

Le rapport salarial a donc de plus en plus de mal à socialiser la création monétaire parce que les dividendes et autres intérêts distribués par les marchés financiers ne seraient plus, dans une grande proportion, la contrepartie d'une fraction du travail abstrait. Ils rémunèrent surtout du capital fictif. L'interprétation de ces marxistes est alors de dire que le capital financier, par la règle des trois D à la base de la globalisation financière : déréglementation, désintermédiation (accès direct au marché financier alors que les banques étaient un intermédiaire obligé pour accéder au marché monétaire), décloisonnement, auraient les

moyens de détourner du travail productif une grande partie des ressources pour alimenter des placements profitables. Ce raisonnement qui conduit à reconnaître une déconnexion entre monde de la finance et « société salariale » (le mot est d'Aglietta) n'a guère d'originalité, par exemple par rapport aux thèses altermondialistes. Il ne tient pas compte du lien entre d'un côté la financiarisation des économies qui se manifeste par une fixation a priori des critères financiers dans la gestion et le développement des capitaux productifs et de l'autre, les transformations du procès de travail et de production de la valeur avec la domination toujours plus grande du travail mort sur le travail vivant et l'importance prise par le travail immatériel⁷².

Ainsi, il est difficile, aujourd'hui, de soutenir que l'usine est le lieu où est produite et accumulée la valeur, le marché, le lieu où elle est ap-

72 – Pour être juste, il faut reconnaître que depuis la fin des années 80, M. Aglietta a abandonné, comme beaucoup d'autres membres de « l'école de la régulation », son marxisme, même hétérodoxe, pour développer des thèses sur la monnaie-violence, dans la perspective anthropologique avancée par René Girard. Dans cette perspective, la monnaie est l'institution fondamentale de toute société où le marché est une forme générale de la relation sociale. L'ordre monétaire médiatise la violence économique en imposant des contraintes et des repères. Dans le cas contraire, une défiance généralisée à l'égard de la monnaie déclenche une spéculation qui détruit les structures financières et remet en cause le fonctionnement général de « l'économie de marché ». Le problème avec la théorie de la valeur, c'est qu'elle a longtemps été défendue pour des raisons plus idéologiques que scientifiques, parce qu'elle rendait compte d'un rapport social de production qui présentait la particularité et la capacité d'incorporer dans sa « machinerie sociale » la capacité de travail des salariés. Mais aujourd'hui, il est difficile de continuer dans cette direction car l'une des principales apories de la théorie de la valeur des marchandises a été la question de leur transformation en prix de production. Or cette aporie tombe quand les valeurs sont prédéfinies et pré-validées d'emblée en prix de production par les marchés financiers. Dès lors, la question de la « transformation » ne se pose plus.

propriée et réalisée, la consommation, l'action par lequel elle est détruite. Il y a interpénétration et indifférenciation des espaces de production et de validation de la valeur. Là où l'analyse marxiste a déjà du mal à s'y retrouver, la social-démocratie ne peut que s'y perdre. Ainsi, pour Arnaud de Montebourg, dans *Le Monde* du 21 octobre 2008, la chute de Wall Street est l'égale de la chute du mur de Berlin⁷³. La finance n'a ni morale ni vertu. Elle constitue une « zone de non-droit » [une banlieue du capitalisme « réel » en quelque sorte. NDA] et les banquiers sont des « délinquants potentiels » [comme les enfants de trois ans pour Sarkozy. NDA]. On peut être stupéfait de ce discours sécuritaire appliqué à l'économie de la part d'un membre de l'opposition. En effet, il ne fait que reprendre, en le radicalisant dans un vocabulaire que ne réprouverait pas l'extrême droite anticapitaliste, le discours de Bercy de Sarkozy du 29 avril 2008 où on apprenait que Mai 68 était à l'origine du cynisme actuel, du « culte de l'argent-roi, du profit à court terme, de la spéculation » et des « dérives du capitalisme financier » ! Pour s'en sortir, notre socialiste veut revenir à une division claire et nette entre économie réelle et finance alors que nous espérons avoir montré que c'est justement l'absence de prise en compte, par les pouvoirs publics, de l'interaction entre sphères économique, monétaire et financière qui est à la base du dérèglement d'ensemble.

La crise n'est donc pas due à la déconnexion entre sphères financière et productive, mais à leur connexion encore insuffisante comme nous avons pensé le montrer dans la partie du texte sur la « financiarisation ».

73 – On ne se paie pas de mots au Parti socialiste, mais s'il est bien certain que plus personne ne voit de mur à Berlin, il n'y a que de Montebourg qui ne voit plus de Wall Street !

CRISE DE SURPRODUCTION ET CRISE FINANCIÈRE

Pour un exemple d'analyse en ces termes, nous prendrons les développements d'un membre du *Réseau de discussion* qui regroupe des individus issus de la gauche communiste⁷⁴. Pour lui, nous sommes en pleine crise financière comme on en connaissait au XIX^e siècle [principe de base : jamais rien n'est nouveau, sinon on serait obligé de « réviser » les Tables de la Loi. C'est d'autant plus facile que l'on ne nous précise même pas de quelle crise du XIX^e siècle il s'agit. On peut supposer que c'est la crise de la Livre anglaise. NDA] et Marx les a déjà analysés dans le tome III du *Capital* [cela ne semble pas gêner notre auteur que ce même tome III fasse l'objet de beaucoup de polémiques et qu'il ait amené de nombreux marxistes à justement abandonner le marxisme ou à le réviser ou en tout cas à signaler les contradictions qu'il présente par rapport à maints aspects du tome I. NDA].

« Ce qu'une crise financière signifie, c'est que des banques ont fait des prêts que les emprunteurs pour une raison ou une autre [on comprend mieux pourquoi la crise actuelle ressemble à celle du XIX^e puisque "pour une raison ou une autre" elle permet d'égaliser toutes les conditions spécifiques d'un événement. NDA] sont devenus incapables de rembourser. Lorsque ces cessations de paiements deviennent assez répandues et assez importantes, c'est tout le système financier qui est ébranlé. C'est ce qui vient d'arriver encore une fois ». L'auteur passe ensuite à l'explication de la crise financière qui serait due à une crise classique de surproduction provoquée par « la poursuite anarchique des profits inhérents au capitalisme ». Certes, mais si ce qui est inhérent au capitalisme c'est la poursuite anarchique des profits, on ne comprend pas pourquoi le système n'est pas toujours en crise. Bref, ce qui est censé expliquer n'explique rien du tout. L'exemple concret

74 – Adresse du site, reseaudiscussion@yahooouppes.fr. Lettre d'Adam du 21 octobre 2008.

pour appuyer ces dires est celui de l'immobilier aux États-Unis où les revenus des emprunteurs, « pour la plupart des travailleurs » [c'est censé nous faire pleurer ? NDA] n'auraient pas assez augmenté pour leur permettre de rembourser les prêts, donc il y a bien eu surproduction. Examinons la valeur de l'argument. Tout d'abord si une crise de surproduction se signale par l'écart entre production et consommation il n'y a pas eu stricte surproduction puisque le crédit permet de différer dans le temps le rapport entre les deux termes. La demande de départ existe donc bien et n'est pas inventée de toute pièce par la poursuite anarchique du profit. Sans le système de crédit, il n'y aurait pas surproduction, au maximum surcapacité.

À la limite, il vaudrait mieux parler de crise de sous-consommation. C'est une hérésie pour les marxistes, mais cela correspond quand même mieux à la situation actuelle où l'entreprise, sur des marchés souvent très concurrentiels, considère la demande comme une donnée à laquelle il faut s'adapter par la production en flux tendus. Nous ne sommes donc plus dans une situation où domine la production fordiste extensive et toujours à la limite de la surproduction. Les entreprises aujourd'hui cherchent à augmenter des parts de marché dans un contexte hyperconcurrentiel. Cette nouvelle conception de la production en flux tendus est le pendant, dans la production, du développement du capital fictif dans la circulation.

Il y a une virtualisation de l'économie à travers un nouveau rapport au temps. Cette représentation de la demande comme une donnée conduit à inverser le paradigme keynésien qui faisait du salaire essentiellement un revenu qu'il s'agissait d'augmenter alors qu'il devient un coût qu'il est nécessaire de réduire. D'une prédominance du point de vue macro-économique : tous les acheteurs potentiels sont des clients potentiels, on est passé à la prédominance du point de vue micro-économique : une entreprise est face à la concurrence de toutes les autres dans le cadre de la compétitivité-prix (or le prix le plus flexible est celui du travail).

L'État-Providence ne peut plus assumer son rôle dans une politique des revenus qui assurait une sorte d'échelle mobile des salaires et c'est le crédit qui doit remplir ce rôle afin que la demande devienne effective, c'est-à-dire monétaire. Les banques et le secteur financier participent donc de conserve à l'équilibre offre/demande en rendant plus fluides les paiements. La contrepartie, c'est que les salariés sont beaucoup plus dépendants et précaires par rapport à la norme fordiste de consommation. Cela explique en partie la perte de popularité de la réduction du temps de travail (« les 35 heures ») et le succès relatif du « travailler plus pour gagner plus » de Sarkozy. Si on peut envisager une crise de surproduction traditionnelle, elle toucherait plutôt les pays émergents et surtout la Chine et la Corée du Sud qui devraient se retourner vers leur marché intérieur, ce qui pour le premier l'obligerait à augmenter nettement les salaires et à se rapprocher des conditions générales de l'Asie émergente (moins le Japon donc).

Ce nouveau rapport au temps est aussi à la base d'une virtualisation de la production dans une sorte de fuite en avant dans des innovations high-tech qui demeurent bien souvent sans emploi. Cette course à l'obsolescence accélérée ne se fait pas pour les nécessités de la valorisation, mais pour simplement rester dans la course et survivre⁷⁵.

75 – Ainsi, Goldner signale qu'en 2001, à la fin du boom high-tech, on découvre que 98 % des câbles en fibre optique posés au cours de ces dernières années ne seraient jamais utilisés (*op. cit.*, p. 98). Mais il faut être prudent dans nos interprétations car la dynamique du capital va plus vite que nos analyses et celle de Goldner semble maintenant relativisée par le fait que les équipements des villes en fibres optiques sont en plein développement depuis deux ans. Numericable et Free se disputent ce juteux marché. L'exemple n'est donc plus approprié. Il serait plus juste de citer ici la surenchère technico-commerciale des firmes comme Apple, Microsoft et Google en matière d'e-Phone de 3^e génération et de consoles de jeux portables.

Partie II. L'analyse marxiste des crises aujourd'hui

En outre, si on revient à la question de la surproduction, il faut voir que la crise est davantage provoquée par une modification des conditions du crédit et du remboursement de la dette, c'est-à-dire par des conditions politiques générales, que par des questions de niveau de revenu. Si nous laissons l'exemple américain pour regarder ce qui se passe en Espagne⁷⁶, on s'aperçoit que la crise immobilière n'est pas seulement provoquée par une insolvabilité des « travailleurs », mais aussi par le désir des consommateurs⁷⁷ de devenir propriétaires à tout prix⁷⁸ combiné avec un pari risqué de la part des classes moyennes espagnoles sur la rentabilité de placements de rapport dans l'immobilier.

Notre auteur fait donc comme si la spéculation autour de l'immobilier et la spéculation par rapport aux garanties de la spéculation (les « fonds pourris » et autres joyeusetés dérivées) étaient assimilables à une crise de surproduction classique. Cette thèse, qui ne fait pas la moindre mention à la notion de capital fictif, aide peu à comprendre que l'une des conséquences du développement de ce capital fictif est de repousser à toujours plus tard la possibilité d'une crise de surproduction. Ceci ajouté au fait que les modes de produire post-fordistes poussent moins à une croissance extensive de la production et davantage à une conquête des parts de marché sur des marchés saturés, nous amènent à penser qu'il est impossible de dire : « c'est une crise classique de surproduction ».

76 – Cf. *Le Monde* du 23 octobre 2008, p. 3.

77 – « Désir » et « consommateurs » sont de vilains mots pour des marxistes orthodoxes, mais nous prenons le risque de choquer !

78 – 92 % des Espagnols de plus de 65 ans le sont déjà et la plupart sont des « travailleurs ».

LA RÉPARTITION DE LA VALEUR AJOUTÉE ET LA BAISSSE DU TAUX DE PROFIT

Pour d'autres marxistes⁷⁹, c'est la répartition de la valeur ajoutée en faveur des profits et au détriment des salaires qui serait la cause de la crise car elle aurait conduit à un endettement massif des ménages. Mais dans la crise actuelle, l'endettement des ménages n'est qu'un aspect et ne tient pas compte d'un endettement général qui touche aussi les entreprises dont, suivant la thèse de ces auteurs, la croissance des profits aurait dû permettre justement une réduction de l'endettement. Ce type d'analyse n'aborde pas plus que la précédente, la question du capital fictif et se prive donc d'une approche essentielle pour comprendre la situation actuelle.

Il en est de même pour l'approche unilatérale en terme de baisse du taux de profit qui se situe uniquement en rapport avec le Livre I du *Capital* donc dans une hypothèse simplifiée, sans crédit ni institutions financières et qui ne peut donc voir des limites au développement du

79 – C'est le cas, par exemple, de la revue *A Contre Courant* (BP 2123. 68060. Mulhouse cedex) dans leur numéro de mai 2008, avec l'article « "Subprime". Une crise du capitalisme des temps présents » de Charles-André Udry sur les *subprimes* qui met l'accent sur le déclin de la part des salaires dans le revenu national aux États-Unis. Le crédit sert alors à compenser cette baisse pour maintenir la norme de consommation. À côté de choses justes, on trouve l'habituel : « Nous assistons donc à une crise capitaliste classique ». Cela est repris par Alain Bihl dans le numéro de juillet où on apprend que « faute d'une croissance suffisante de leurs salaires, les salariés ne peuvent plus consommer suffisamment et on doit les pousser à s'endetter pour qu'ils puissent accroître leur consommation à l'échelle de la production croissante ». On apprend donc dans une même phrase que le terme de « suffisamment » indique un niveau de besoin objectif et qu'il y a des gens qui « les poussent à s'endetter », ce qui semble en dire long sur leur soumission... ou plus sûrement leur participation à la reproduction du rapport social.

capital que dans le secteur de la production et non dans celui de la reproduction.

LA THÉORIE DES CYCLES LONGS FACE À LA TENDANCE AUX CYCLES COURTS

La plupart des analyses marxistes s'effectuent dans le cadre et les termes de l'analyse des cycles longs de Kondratiev⁸⁰. Or celle-ci ne nous semble plus tenable pour les raisons suivantes :

1) Cette analyse est formulée en période de domination formelle et ignore le développement du capital fictif. C'est pour cela qu'à chaque phase de croissance inflationniste devait succéder une phase de crise déflationniste avec surproduction (schéma assez proche finalement de l'interprétation des économistes marxistes). Or en 1975, les économistes ont été obligés d'inventer le concept de « stagflation » pour rendre compte de la situation nouvelle en domination réelle. Mais, plus important encore, est le processus de totalisation du capital, via la globalisation, qui intègre l'ensemble des marchés, y compris financier (le marché ne régule rien par lui-même), dans la valorisation et noie l'activité proprement entrepreneuriale dans les dédales stratégiques du capitalisme d'organisation. Les décisions deviennent opaques, les anticipations irrationnelles. La prévision ne peut exister qu'à partir du moment où des éléments de continuité permettent de faire le lien entre avant pendant et après. Mais la prévision a-t-elle encore un sens dès le moment où les déterminations fondamentales du capitalisme ont été quasiment supprimées par le capitalisme lui-même ? Les données relatives à ces fondements ne permettent plus alors de bâtir une prévision qui postule à la continuité du capitalisme et à sa reproduction à l'identique. Ce processus a été décrit dans la revue *Invariance* sous le

80 – Économiste soviétique des années 20 dont les analyses ont largement dépassé les cercles marxistes.

concept de « mort potentielle du capital » (cf. *Invariance*, série v, hiver 2002, p. 83-112).

Voici la définition que donne Jacques Camatte de sa notion de « mort potentielle du capital » : « Elle s'effectue à partir du moment où le nombre de ceux qui font circuler la plus-valeur devient supérieur à celui de ceux qui la produisent. Elle s'est effectuée d'abord aux États-Unis dans le milieu des années cinquante du siècle dernier, et tend à se généraliser dans les diverses aires. Elle est également liée à une substantification énorme (production de capital fixe) qui inhibe le mouvement incessant du capital qui n'est tel que s'il se capitalise indéfiniment. D'où le déploiement énorme de la spéculation qui correspond à une autonomisation de la forme capital et, tendanciellement, à son évanescence dans la virtualité⁸¹ ».

Notons tout d'abord une précision : la « plus-valeur » n'est pas la « plus-value » de la théorie de la valeur-travail. C'est, en tendance, l'incrément (l'accroissement) de valeur qui est créé par la capitalisation d'un nombre toujours plus grand d'activités humaines.

La limite de cette définition c'est qu'elle maintient une distinction entre production et circulation alors qu'il y a englobement dans un procès de totalisation. De plus, on ne voit pas comment et où identifier cette production « énorme » de capital fixe. Par exemple, le rythme plus ou moins lent du renouvellement des équipements informatiques, même lourds (les centres serveurs) ne semble pas « inhiber le mouvement incessant du capital ». D'ailleurs, une des différences essentielles avec les conceptions d'Hilferding sur le capital financier — conception qui fut reprise par la social-démocratie allemande puis par Lénine — tient dans le fait de ne pouvoir définir le transfert actuel de capitaux d'une branche à l'autre de l'économie, ou d'un pays à l'autre sur la base de la composition organique du capital. Aujourd'hui, l'informatisation a réduit le poids relatif du capital fixe dans la formation des prix. Ainsi,

81 – Site de la revue *Invariance* : <http://pagesperso-orange.fr/revueinvariance/>

la tendance à l'informatisation du capital fixe premièrement l'allège, mais aussi secondairement, en permettant de réduire la force de travail nécessaire, augmente le taux de profit et le rendement des actions des entreprises cotées en bourse. Là encore, nous voyons qu'il n'y a pas déconnexion.

Bizarrement, J. Camatte (*Invariance*) n'est pas allé jusqu'au bout de sa démarche quand il n'envisage pas ici l'évolution du capital vers sa forme pure, celle décrite par la citation de Marx que nous avons mise en exergue de ce livre ; une situation du capital ou le surplus de valeur ne serait plus que pour l'actionnaire. C'est évidemment une situation « à la limite » qui ne peut pleinement s'accomplir. On retrouvera ci-dessous cette question, mais sous un autre angle avec le développement de nouvelles tendances rentières au sein de la dynamique actuelle du capital. Finalement, si l'on peut encore parler de « substantification énorme », elle se situerait, paradoxalement, dans la nécessité du salariat, même si elle tend fortement à décroître et qu'apparaissent de nouvelles formes de contrats de type commercial plutôt que salarial et un développement encore embryonnaire, mais réel de la transformation de « sa » ressource humaine en petite entreprise indépendante, par l'individu lui-même. Ce dernier phénomène ne touche pas que les petits arrivistes à la Tapie, mais de plus en plus de chômeurs qualifiés et même très qualifiés.

Un autre point critiquable ne tient pas à la faiblesse de la définition, mais plutôt au fait que J. Camatte ne met pas assez l'accent sur les transformations du capitalisme à partir des années 70. Il parle de sortie de l'époque historique des révolutions alors qu'il faudrait parler de sortie de l'époque historique des révolutions prolétariennes après la défaite des années 68-78 et de l'effectuation d'une « révolution du capital ».

2) L'analyse de Kondratiev se situe en dehors d'une intervention économique de l'État et des grandes institutions dont le rôle contracyclique atténue la vigueur des crises depuis les années 30. L'épuisement des forces productives du capital industriel nécessite la

reprise en main de l'ensemble par un capitalisme du sommet, un capitalisme de la puissance dont l'objectif est la maîtrise de la reproduction d'ensemble, un capitalisme qui sent confusément que s'il y a crise elle se fera à ce niveau. Il ne faut pas chercher plus loin le fait que l'essentiel des prévisions à moyen terme soit dirigé vers les problèmes « environnementaux⁸² » et le « développement durable ».

3) Dans l'ancienne finance contrôlée par l'État, les taux d'intérêts sont rigides (le marché monétaire est contrôlé par les banques centrales publiques) et le volume de crédit s'ajuste à la demande, ce qui favorise investissement, production et emploi. Avec l'État-Providence, le capital est garanti contre les risques et il n'hésite pas à se séparer de sa forme argent. S'il y a déséquilibre, il est absorbé par l'inflation (c'est le cercle vertueux keynésien). Mais dans la finance libéralisée, les taux des marchés financiers répercutent tous les déséquilibres (peur de l'inflation et des déficits, de l'endettement, etc.) Le coût du capital devient incertain et l'investissement de placement est plus intéressant que l'investissement productif traditionnel, dans un contexte devenu déflationniste (celui qu'on connaît depuis au moins le début des années 90). Cela entraîne une modification des rythmes de la croissance et l'émergence de « cycles courts » qui voient se succéder périodes d'expansion et périodes de récession. Cette instabilité cyclique est renforcée par la spéculation, mais contrairement à ce que nous annoncent beaucoup de commentateurs, cette dernière a aussi des vertus régulatrices. L'économiste Patrick Artus rappelle que la spéculation a une

82 – Dans un article du journal *Le Monde* du 11 octobre 2008 intitulé : « Le capitalisme touche à sa fin », Immanuel Wallerstein essaie d'analyser la crise actuelle avec les armes théoriques de Kondratiev et Schumpeter (ce dernier complétant Kondratiev par le fait qu'il faisait correspondre les phases A ascendantes du cycle long avec un cycle majeur d'innovations technologiques). En effet, pour Wallerstein, toutes les phases B descendantes du cycle ont été historiquement des phases de financiarisation et de spéculation refuge. Il n'y aurait rien de nouveau ni rien d'irrationnel de ce point de vue.

influence stabilisatrice sur les marchés financiers puisqu'elle anticipe les déséquilibres. Elle ne les crée pas, elle ne fait qu'en profiter. Il ne faut donc pas confondre spéculation et crise boursière. Il n'empêche que le krach boursier⁸³ semble s'imposer comme la nouvelle forme des récessions. Financiarisation de l'activité et déflation semblent les deux pôles inversés des cycles courts comme si l'incertitude sur la réalisation des profits produisait une tactique de *stop-and-go*⁸⁴ de la part des différentes autorités économiques.

Nous venons d'analyser les limites théoriques des interprétations de la crise selon le modèle des cycles longs. Mais nous lui portons aussi une critique politique à partir des développements d'un de ses défenseurs les plus représentatifs, Giovanni Arrighi. Pour celui-ci, chaque grande crise indique une transition vers un autre mode d'accumulation

83 – Le krach du NASDAQ évaluant les performances des *startups* n'est pas du même ordre. Il ressort de la tendance séculaire à voir des capitaux se précipiter sur de nouveaux secteurs d'activité potentiellement profitables avant que l'euphorie ne retombe. La folie des nouvelles valeurs n'est pas *a priori* différente de celles qui eurent lieu à propos des chemins de fer anglais en 1844, ou de la « tulipmania » aux Pays-Bas au XVII^e siècle. Elle représente une formidable accélération du temps de circulation du capital. Et de cela découle que la circulation elle-même est productrice de valeur parce qu'elle est énergie qui se diffuse dans toute la société par des réseaux. Ces points sont bien développés par M. Henochsberg dans, *La place du marché*. Denoël. 2001, p. 355 et sq. Les gains de productivité ne sont plus absorbés dans le cadre traditionnel du partage de la valeur ajoutée, mais ils participent de l'accélération d'un processus déflationniste reposant sur la baisse des prix. Là encore « la révolution du capital » détruit les luttes de classe en transformant le producteur (toujours perdant maintenant) en consommateur (souvent gagnant).

84 – Politique économique de l'État anglais pendant les Trente Glorieuses afin d'éviter les périodes de surchauffe (*stop* par une politique restrictive en matière budgétaire ou/et taux d'intérêt élevés) ou de refroidissement excessif (*go* par le déficit budgétaire et/crédits avantageux)

incluant tout d'abord un autre mode d'investissement dans la production puis une seconde phase d'expansion financière à connotation de déclin, de fin de cycle avec transfert de puissance hégémonique⁸⁵. Arrighi voyait d'ailleurs le Japon reprendre le flambeau des mains des États-Unis, ce qui est pour le moins aventureux. Mais surtout ce qui est dérangeant dans cet archétype de la théorie marxiste des cycles longs, c'est que la crise systémique est toujours perçue comme étant la répétition du même, la négation de l'événement et de toute rupture. La vision cyclique de cette théorie implique une perspective d'éternelle reproduction et l'absence de référence à toute lutte des classes. Or la crise des années 70 ne peut être lue sans référence à ce que nous avons appelé le dernier assaut prolétarien, à la révolte de la jeunesse et à la lutte contre la guerre du Vietnam. De même, la crise actuelle ne peut certes pas être lue à la lumière de la lutte de classes, mais elle s'ancre quand même dans une remise en cause des modèles progressistes et productivistes des deux derniers siècles, dans une remise en cause massive des valeurs qui ont été communes aux deux anciennes classes antagonistes (le Progrès, le travail).

85 – « Des transferts de ce type sont intervenus dans toutes les crises et expansions financières qui ont marqué le passage d'un cycle systémique d'accumulation à un autre » cf. Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century: Money, Power, and The Origine of Our Times*, Londres, Verso, 1994, p. 332).

PARTIE III

UNE CRISE DE REPRODUCTION

DE NOUVELLES TENDANCES RENTIÈRES

La globalisation financière s'accompagne d'une valorisation à connotation rentière qui s'intègre assez bien avec notre hypothèse d'un capitalisme qui pose ses conditions de survie au niveau de sa reproduction d'ensemble. On peut relever cela à plusieurs niveaux :

– L'État le plus puissant n'est pas celui qui possède les plus grosses réserves « réelles » car matérialisables, mais celui qui achète le plus sur la base de ses richesses supposées et sa capacité à en créer de nouvelles. Puissance et richesse ne coïncident pas automatiquement avec la production de valeur, ni au sens marxiste qui néglige la puissance et intro- nise la valeur comme sujet de la production, ni au sens économique courant qui confond valeur et richesse et va donc prendre toute aug- mentation de valeur comme augmentation de richesse⁸⁶. C'est sur cette base que s'entretient la mystique du PIB. Si la valeur correspondait principalement à un coût de production comme le croyaient les éco-

86 – L'économiste américain Michael Porter (*Choix stratégiques et concurrence*, Economica, 1982) critique à ce sujet la notion clé de valeur ajoutée dans la mesure où de nombreuses entreprises augmentent leurs coûts afin d'augmenter « la valeur » de leurs produits et donc leurs prix. Cela n'est évidemment possible qu'en situation monopolistique ou oligopolistique, cette dernière correspondant justement à la situation la plus courante pour les grandes entreprises. Cette pratique existait aussi, mais sous une autre forme, plus adaptée à la théorie de la valeur-travail, dans les ex-pays socialistes où ce n'étaient pas les prix qui étaient gonflés, mais les quantités.

nomistes de l'école classique anglaise et Marx lui-même (le coût du travail), alors il devrait y avoir constamment dévalorisation et ce devrait même être un but (l'abondance). Le discours et les pratiques actuelles cherchent au contraire à créer toujours plus de valeur (et de rareté).

– Le captage de la richesse par les États (Fourquet⁸⁷) peut très bien se dérouler à l'intérieur d'un jeu à somme nulle. D'autre part, la théorie des coûts de transaction, coûts qu'il s'agit d'abaisser, légitime la mise en réseau opérée par les firmes multinationales et un véritable système de captation des savoirs à l'échelle internationale. La compétitivité ne dépend donc pas que du prix (théorie de la firme et du marché en concurrence parfaite qui n'existe pas) ou que du produit (théorie de la compétitivité hors-prix dite aussi compétitivité-qualité), mais de ce qui est créé ou capté.

– La rente est toujours liée à la politique comme le montre en France la stratégie de l'État à travers des groupes aussi différents qu'EDF et la Compagnie Générale des Eaux.

– La croissance des réseaux mafieux en Russie, en Asie et en Amérique du Sud participe de gigantesques transferts plutôt que d'une nouvelle forme d'accumulation primitive.

– Au niveau interne, on assiste à des stratégies de transfert des richesses plutôt que de création⁸⁸.

– La croissance mondiale est tirée par une croissance américaine basée sur l'actionnariat des couches aisées, ce qu'on peut analyser comme une dépense de rente. Les fonds de pension remplissent aussi cette fonction à côté de la fonction proprement assurantielle. C'est cela qui nous fait dire que cette croissance fonctionne sur une « reproduction

87 – Cf. François Fourquet, *Richesse et puissance*, Paris, La Découverte, 1982, rééd. 2002.

88 – Cf. Chesnais et l'exemple du rachat d'entreprises par des fonds de pension, *Le Monde* du 1^{er} septembre 1998.

rétrécie⁸⁹ » parfois à la limite de la reproduction simple. C'est cela, aussi, qui rend cette croissance fragile comme le montre l'événement actuel.

Les frontières entre rente et profit sont d'ailleurs de plus en plus floues. Si l'investissement direct à l'étranger (IDE) comporte toujours un apport en capital-argent et qu'on peut donc supposer que le profit rémunère le capital avancé, les nouvelles formes d'investissement (NFI) comportent majoritairement des actifs immatériels : savoir-faire, licences, contrats d'assistance qui ont un caractère rentier par utilisation d'une position dominante dans l'échange.

– Robert Reich⁹⁰ cite le fait que chez IBM (400 000 salariés, dont 20 000 ouvriers), le coût de production d'un ordinateur ne représente que 10 % de son prix ! L'incidence est triple : premièrement, les profits et salaires ne représentent plus qu'une partie extrêmement réduite (5,3 % pour les profits, chiffres américains de la fin des années 80) de la richesse créée en terme comptable au moins (PIB) ; deuxièmement, les actionnaires tant décriés par les critiques de la financiarisation de l'économie et les idéologues du travail ne touchent un revenu (dividende) que sur cette petite part ; troisièmement, « la valeur » est en grande partie ailleurs et son captage est effectué par les hommes de l'ombre : les identificateurs et résolveurs de problèmes, les courtiers-stratèges, les décideurs, les manipulateurs de symboles.

Il faut revenir sur la question de la « création de valeur ». Ce n'est sûrement pas un hasard si « création » se substitue aujourd'hui à « production ». C'est parce que la valeur n'a pas de substance — contrairement à ce que pensait Marx — qu'elle épouse d'autant mieux les flux financiers pour « mesurer » ce qui est présenté comme les nouvelles sources de richesse. Le critère de rentabilité essentiel n'est en effet

89 – Nous empruntons cette notion à Guy Fargette in *Le crépuscule du xx^e siècle*, périodique irrégulier des années 2000.

90 – Robert Reich, *L'économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.

plus un critère de rentabilité entrepreneuriale, mais un critère de rentabilité sur l'ensemble des fonds propres de l'entreprise, c'est-à-dire la totalité de l'argent investi dans l'entreprise. De là à en déduire qu'il y a prédominance d'un caractère rentier et une domination des actionnaires sur les managers, il n'y a qu'un pas que la « pensée unique de gauche » franchit allègrement⁹¹. Elle défend l'action progressiste de l'entreprise et l'activité humaine comme productrices de valeur, activités nobles et utiles par rapport à ce qui ne serait qu'activité parasitaire dans la captation de la valeur. J.-P. Fitoussi par exemple, assimile valeur et richesse ce qui l'amène à négliger la question du profit et celle du capital, qu'il ne voit plus que sous les traits du capital financier (« l'argent »), à négliger aussi les transformations du processus de valorisation et le déclin du travail vivant au sein de ce processus⁹².

L'opposition faite par Fitoussi entre actionnaires et managers peut aussi être fortement nuancée car si le nombre des actions croît sans cesse, la pratique aujourd'hui la plus courante est celle qui voit les entreprises racheter leurs propres actions⁹³, limitant ainsi la part des ac-

91 – Cf. l'article de J.-P. Fitoussi, « La valeur et l'argent » dans *Le Monde* du 5 juin 1999. Pourtant, l'analyse en terme de déconnexion semble avoir pris un peu de plomb dans l'aile depuis que les grandes FMN comme Coca Cola, Unilever, Procter & Gamble et British Airways constatant la faiblesse de leurs cours ont effectué des compressions d'effectifs. Cela s'oppose à l'idée devenue quasi dominante — au moins à gauche depuis le best-seller de Forrester — selon laquelle ce serait la compression d'effectifs qui créerait de la valeur et non pas l'inverse !

92 – D'autres, plus au fait du processus de valorisation en dehors du travail, ne reculent devant aucune vision utopique et proposent d'associer les licenciés économiques aux gains boursiers de leur entreprise !

93 – C'est une procédure technique qui réduit le montant du capital et augmente mécaniquement le ratio de « création de valeur ». C'est un tour de passe-passe qui doit être distingué d'une simple opération marketing sur le titre et qui vise le même effet, comme on a pu le voir dans la bataille entre la

tionnaires extérieurs. Enfin, nous avons déjà souligné le rôle stabilisateur des actionnaires de référence. Toutefois cela n'enlève rien à la réalité des fonds de pension⁹⁴.

UNE ALTERNATIVE AU MARCHÉ FINANCIER POUR LE CAPITALISME DU BAS : LE MICRO-CRÉDIT.

Intensifiées par les désarroi idéologiques et les confusions politiques engendrées par la dépression financière actuelle se multiplient des initiatives pour trouver dans les alternatives solidaristes et le « commerce équitable » des médications pour calmer la crise. Ainsi, il n'est pas étonnant de voir certains « essayistes » faire l'éloge « d'un monde où l'économie est au service de l'émancipation et non de l'aliénation, où le crédit coule à flots (...) où l'économie virtuelle est au service de l'économie réelle des entrepreneurs et où l'on ne prête qu'aux pauvres⁹⁵ » : le micro crédit.

Cette pratique micro-économique se présente, à première vue, sous des formes qui peuvent enthousiasmer tel ou tel courant « alter ». Voilà une modalité de prêt qui s'effectue directement de personne à personne et dont le seul intermédiaire est un site Internet (qui prélève seulement 10 % des encours pour ses frais de fonctionnement). Voilà un circuit qui échappe au marché du crédit et à la puissance maléfique de ses institutions financières mondialisées. Voilà un échange à taille humaine, où chacun se connaît et s'appelle par son prénom ; qui aide

BNP et la SG. La valeur prend ici un sens symbolique que l'on retrouve dans l'idée d'entreprises virtuelles. Confondant tout, Alvin Toffler parle, dans *Les nouveaux pouvoirs*, Poche, 1997, de « capital super-symbolique ».

94 – Des fonds de pension qui sont aussi la proie des moralisateurs du capitalisme qui leur reprochent leur tendance à des rendements trop élevés alors que cette exigence est liée à la difficulté d'assurer les retraites futures sur la base des systèmes actuels, qu'ils soient par répartition ou par capitalisation.

95 – Caroline Fourest, *Le Monde*, 7 novembre 2008, p. 30.

des pauvres à se lancer dans une activité de petits entrepreneurs, leur permettant plus d'autonomie et donc moins de dépendance à l'assistanat des États et des ONG. Si le micro-crédit se développe surtout dans les pays du Sud, il n'est toutefois pas absent des zones déshéritées des pays du Nord. Clinton et sa fondation, Attali et sa *Planète Finance* lui accordent même une portée... « révolutionnaire » !

Facteur d'activation économique dans des espaces qui jusque là restaient à la périphérie de la circulation des capitaux dans ce que certains (S. Latouche) ont appelé « l'économie informelle », le micro-crédit joue un rôle d'agitateur de capitalisation à la base. Il jette les germes d'un échange de valeur porteurs de compétition sociale et de segmentation des rapports sociaux. Proche des formes pré-capitalistes du prêt et de l'usure, le micro-crédit peut apparaître à ses bénéficiaires comme une alternative à l'accumulation du capital préalable à la démarche entrepreneuriale. Il peut donner à certains prêteurs comme à certains emprunteurs l'impression d'être moins soumis au diktat des banques en particulier et aux formes de domination en général (domination du pouvoir politique corrompu, domination des hommes car, comme le note C. Fourest, il y a une forte demande féminine de micro-crédit dans les pays pauvres).

Cette forme semble poser les clés de l'autonomie dans le cadre idéologique du libre choix, du tout est possible pour qui a envie de s'en sortir et de réussir. En tant qu'il est réduit à un « moyen pur » (G. Simmel), l'argent exercerait un pouvoir libérateur et exprimerait une nouvelle liberté marchande. C'est particulièrement efficace dans les pays où l'argent ne circule pas parce que soit il n'existe qu'à la marge, soit il est thésaurisé, soit il s'évade à l'extérieur, soit les trois cas coexistent et il y a alors un effet de blocage. Le micro-crédit d'apport extérieur devient alors une façon artificielle et volontariste de faire circuler l'argent.

Pourtant le micro-crédit présuppose le marché et le salariat ; il fait pénétrer ou il accélère les processus de capitalisation dans le « capitalisme du bas », le niveau III du modèle que nous avons présenté dans

la partie I de cet ouvrage. Contrairement aux formes alternatives d'échange que nous venons de voir avec les SEL ou certaines monnaies fondantes qui partent d'une opposition relativement claire à l'esprit du capitalisme, même si elles sont confrontées aux rapports sociaux dominants hostiles à leur extension⁹⁶, le micro-crédit rentre en congruence avec des formes du capitalisme du sommet. En effet, sorte d'économie souterraine, parallèle et peu visible, il alimente des pratiques qui se rapprochent de l'économie de réseau et de la nouvelle toile capitaliste formant un dense tissu capitaliste dont l'élasticité, la flexibilité sont les caractéristiques permettant de relier les places fortes du système d'ensemble. Il est aussi en congruence par le fait qu'en faisant circuler l'argent, il assure la liquidité qui est aujourd'hui la forme pure prise par le capital dans sa crise de reproduction. Il est enfin en congruence, de façon paradoxale, puisque forme antédiluvienne du capital face à la forme post-moderne représentée par la netéconomie. Les deux nous disent que le capital et la valeur sont partout, même si cette dernière l'est sous forme évanescence.

MONNAIES LOCALES, MONNAIES FONDANTES : ENTRE ALTERNATIVE ET UTOPIE

Prenant acte des flottements des signes de la valeur, de la montée en puissance du capital fictif et de leurs conséquences sur la vie quotidienne de la majorité des individus, certains groupes et réseaux ont cherché à combattre le sentiment d'impuissance que peut engendrer la crise financière chez beaucoup de nos contemporains. Dans la continuité des expériences de monnaies privées et non thésaurisables⁹⁷ (dites

96 – En France, des syndicats d'artisans ont porté plainte contre les SEL pour installation abusive et concurrence déloyale.

97 – Par exemple le cas du bon de travail (le Wörgl) créé en 1932 par la ville autrichienne de Wörgl pour dynamiser l'économie locale en entreprenant des travaux d'équipements communaux financés par de la valeur-travail locale. Le

« fondantes ») conduites lors de la dépression de 29-33, mais aussi en rupture avec elles — notamment en se démarquant des monnaies privées revendiquées par les ultra-libéraux — certains réseaux alternatifs tentent des formes d'échanges non marchands. Parmi les initiatives prises dans ce domaine des échanges solidaires et non marchands, les SEL (Système d'échanges locaux) se sont constitués depuis une vingtaine d'années comme une alternative à la domination de « l'argent » sur les rapports sociaux et les relations entre individus ; notamment entre individus précarisés et « non solvables » ou sous forme d'entraide entre travailleurs garantis et travailleurs précaires.

Nous avons déjà analysé⁹⁸ les SEL du point de vue de leur portée politique. Ils témoignent de l'invention de rapports sociaux quand il y a une crise de la reproduction sociale d'ensemble. Nul réformisme là-dedans, mais une réponse pratique à un problème pratique.

Une réponse qui s'inscrit, la plupart du temps dans un refus du despotisme des prix et l'esquisse d'une auto-production d'autres modes de vie en dehors de l'obligation salariale. Mais ces pratiques rencontrent bien vite leur limite car ces échanges hors marché (même s'ils gardent parfois des formes contractuelles et même marchandes) opèrent dans une sphère restreinte de l'espace comme du le temps, avec toutes

salaires des ouvriers et les fournitures achetées par la ville étaient réglés en bons de travail. Les différents commerces acceptaient bons et argent autrichien en parallèle. Ces bons avaient la particularité de diminuer de 1 % de leur valeur par mois, 10 schillings à ce régime perdraient en un an 1,20 schilling. La rapidité de circulation de cette monnaie et son extension aux villes voisines ont été considérées par la banque centrale d'Autriche comme une menace pour la monnaie nationale. Elle a interdit l'émission du Wörgl en novembre 1933. L'exemple est donné par les partisans des monnaies privées-fondantes comme emblématique d'une prise en main de son devenir par une collectivité qui ne se soumet pas aux diktats d'une crise financière.

98 – Cf. Jacques Wajnsztein, *La révolution du capital*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 240-244.

les tendances à l'isolement que cela comporte. Nous avons également montré en quoi les critiques soi-disant « radicales » des SEL, celles qui n'y voient que « réformisme » ou illusions « libéral-libertaires » qui n'entament en rien le capitalisme, sont largement infondées puisque la perspective « révolutionnaire » qu'elles adoptent se font au nom de la référence à la valeur-travail, à la classe révolutionnaire ou bien encore aux « nuisances » de la société industrielle, autant de croyances qui sont loin d'être absentes parmi les praticiens des SEL.

Ce qui importe ici pour notre propos c'est de mettre en relation les expériences récentes de création de monnaies locales, fondantes, solidaires, etc. avec le désarroi massif engendré aujourd'hui par l'infarctus produit par le capital fictif.

D'une mise en perspective des alternatives récentes de création de monnaies pour desserrer l'étau du prix ou combattre l'effondrement de la monnaie fiduciaire on peut observer une constante : celle d'une union, d'un mouvement solidaire pour créer des rapports sociaux et humains autres que ceux qui prévalent. Dans tous les cas cette aspiration à ne plus se satisfaire des échanges existants s'exprime plus ou moins fortement.

Ce fut le cas, en Argentine au début des années 2000, avec le développement des « clubs de troc⁹⁹ » destinés à permettre les échanges

99 – Les premiers articles de la déclaration de principes du réseau global de troc étaient ainsi formulés :

« – Notre épanouissement en tant qu'êtres humains n'a pas besoin d'être conditionné par l'argent.

– Notre but n'est pas de promouvoir des articles ou des services, mais plutôt de nous aider mutuellement pour obtenir un sens supérieur à la vie, à travers le travail, la compréhension et le juste échange.

– Nous maintenons qu'il est possible de remplacer la compétition stérile, le profit et la spéculation par la réciprocité entre les personnes.

sans passer par le peso fortement dévalué dans une économie effondrée. Les échanges surtout en produits domestiques et en services d'entraide, étaient réglés en billets de troc nommés crédits (*crédito*) émis par le club dans le réseau duquel se déroulaient les « marchés ». La falsification des *créditos* combinée à un retour de la confiance des classes moyennes dans le peso ont mis fin à ce moment contre institutionnel fait d'une alliance interclassiste entre chômeurs et déshérités des périphéries urbaines (les *piqueteros*) et classe moyenne précarisée (manifestant en concert de casseroles, les *cacerolazos*).

Qu'elles soient liées à des situations de crise ouverte et de conflit ou à des projets collectifs qui cherchent à créer des échanges non marchands dans un milieu restreint, les expériences de monnaies fondantes ou de monnaies locales expriment les avancées et les limites de toutes les pratiques alternatives : explorer des voies possibles pour une sortie du capitalisme et se laisser piéger par l'une ou l'autre de ses utopies... socialistes, anarchistes, solidaristes, garantistes, coopératistes, mutualistes, etc.

Face à ces formes, la critique radicale ne peut se tenir du haut de son Olympe (ou de son Aventin) sauf à démissionner une bonne fois pour toutes. On doit affronter, sans a priori, la question des échanges et des médiations. L'individu « immédiatement social » de Marx n'existera jamais et heureusement ! Mais dire cela ne nous empêche pas de se pencher sur ses ambiguïtés les plus riches. Dans les *Grundrisse*, Marx n'a pu se sortir de l'antonomie entre l'idée que le marché produit les valeurs de liberté, d'égalité et d'individualité : « la valeur d'échange et

– Nous croyons que nos actes, nos produits et nos services peuvent répondre à des normes éthiques et écologiques plutôt qu'aux diktats du marché, du consumérisme et de la recherche du profit à court terme. »

Sur les clubs de troc argentins on peut lire l'ouvrage de Mariana Luzzi, *Réinventer le marché ? Les clubs de troc en Argentine face à la crise*, L'Harmattan, 2005.

mieux encore, le système monétaire, constituent en fait le fondement de l'égalité et de la liberté¹⁰⁰ » et le fait qu'il fallait, dans la perspective communiste, supprimer la médiation (l'argent) qui pourtant rend cela possible. En effet, elle représente un intermédiaire étranger qui est à la base de notre aliénation et engendre le fétichisme de l'argent.

Comment échanger sans équivalent général ? La question reste posée pour tous ceux qui ne veulent pas d'un communisme de caserne et d'un nouveau Plan à la soviétique.

SORTONS DES RITOURNELLES ET DES VIEILLES LUNES

Notre analyse n'est pas une analyse de la « crise financière ». Il y a assez de papier et d'octets là-dessus. Elle essaie d'inscrire les ébranlements actuels dans les transformations du capital. Il ne nous importe donc peu de savoir s'il s'agit d'une « crise finale », si le capitalisme touche à sa fin et autres ritournelles vieilles de presque un siècle. Ce qui nous paraît par contre intéressant, c'est que d'une manière générale, il n'y a pas eu de parachèvement du système capitaliste : sa restructuration dans le domaine de la production n'est pas achevée faute de trouver un nouveau compromis social, faute de surmonter ses contradictions telle celle que produit la domination toujours plus grande de la technoscience et ses conséquences que sont l'inessentialisation d'une part importante de la force de travail et la destruction de la nature extérieure.

Son organisation en réseau et sa préférence pour la fluidité et la liquidité font qu'il devient de plus en plus chaotique à tel point que nous avons pu parler de domination non systémique¹⁰¹ pour qualifier la situation. Ceci est d'ailleurs renforcé par le fait qu'au niveau politique et institutionnel, sur un plan national ou international, le même chaos

100 – Marx, *Fondements*, Anthropos, 1967, p. 194.

101 – Cf. Jacques Guigou, « Vers une domination non systémique », *Temps critiques* n° 14, hiver 2006, p. III-114.

semble régner. La puissance américaine ne peut plus contrôler la situation même si son poids militaire lui assure encore une certaine domination sur l'ensemble. Mais cette domination n'est plus dynamique comme dans l'après-Seconde Guerre mondiale parce que les États-Unis sont devenus trop dépendants du monde extérieur. C'est d'ailleurs cette interdépendance générale qui rend difficilement possible une répétition de la situation des années 30 dans laquelle la sortie de crise s'est faite par le protectionnisme et la guerre. Néanmoins, les États-Unis devront accepter tôt ou tard une remise en cause du dollar comme monnaie de référence comme les Anglais ont dû l'accepter pour la livre sterling. Mais pour le moment le dollar résiste même très bien puisqu'il se redresse au cours de la crise par rapport à l'euro.

Il est d'ailleurs significatif de cette crise que personne ne mette l'accent sur la question de la monnaie. On retrouve le « continent noir » que nous avons évoqué au début de ce texte. Il y a aussi une raison conjoncturelle qui explique que la question de la monnaie reste encore un peu souterraine. En effet, c'est plutôt au cours d'une période inflationniste que la monnaie centrale risque la dévalorisation et la perte de toute référence sociale dans les activités économiques (on ne sait plus qui gagne ou qui perd quoi) ; mais dans une phase déflationniste¹⁰² comme aujourd'hui, la monnaie n'est pas directement concernée par le fait que les créanciers cherchent à exercer leurs droits finan-

102 – Et non pas stagflationniste comme le dit Bad (*op. cit.*) qui confond la crise actuelle avec celle de 1974 qui voyait coexister une forte inflation et une dégradation de l'activité économique. Aujourd'hui les prix s'écroulent car les gains de productivité réduisent les coûts dans une situation de concurrence acharnée. Le prix des matières premières baisse aussi alors qu'on nous rebattait les oreilles qu'il ne ferait qu'augmenter à cause de l'énorme demande potentielle des pays émergents. C'est bien la démonstration que les prix sont complètement déconnectés d'une quelconque valeur objective parce que ce sont des prix politiques plus que des prix déterminés par les différentes théories de la valeur.

ciers par des demandes précipitées de recouvrement (l'exemple de l'immobilier). C'est la valeur des créances elle-même qui est mise en doute quand nombre d'entre elles ne correspondent pas à des biens solvables mais seulement à des titres. L'ante-validation que les banques ont faite sur les travaux privés à venir connaît alors une crise de réalisation. Dans ce cas, la panique s'explique par le fait que tout le monde cherche à retrouver « la préférence pour la liquidité¹⁰³ » quitte à vendre à bas prix ce qui en rajoute sur les difficultés d'évaluation. Face à une valeur qui tend de plus en plus à être conventionnelle, la morale puritaine joue à plein dans l'idéologie politique comme au sein des médias. Dans la pratique, c'est un appel à plus de réglementation qui réunit les tendances politiques de tout bord.

Ce cours chaotique du capital ne signifie pas que nous sommes en plein irrationnel, mais bien plutôt que les sphères de la domination n'ont pas trouvé les médiations qui leur permettraient une coordination efficace ; une stratégie commune qui serait autre chose que de la navigation à vue¹⁰⁴. Dans une certaine mesure, nous pouvons donc dire

103 – Il est à noter que Marx, sans employer, et pour cause, le terme de Keynes arrive à une analyse relativement proche de la déflation : « En période de crise où se produit un resserrement ou une totale disparition du crédit, l'argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable mode d'existence de la valeur. D'où la dépréciation générale des marchandises, la difficulté et même l'impossibilité de les convertir en argent [...] Mais « Déprécier la monnaie de crédit (pour ne pas parler de la priver, ce qui serait purement imaginaire, de ses propriétés monétaires) ébranlerait tous les rapports existants. Aussi la valeur des marchandises est-elle sacrifiée pour garantir l'existence mythique et autonome de cette valeur qu'incarne l'argent » (Marx, *Le Capital III*, 2. Éd. Sociales, p. 177.

104 – La baisse concertée des taux des grandes banques centrales, le 8 octobre 2008, est le signe d'une coopération nécessaire entre les puissances dominantes, de la politique comme de l'économie et de la finance. En effet, les États-Unis n'ont plus la puissance de régler la question à eux seuls, même s'ils

que « la crise » devient un mode de régulation en l'absence d'une nouvelle véritable régulation dans le post-fordisme. Nous sommes dans une phase intermédiaire.

À partir de là, il ne faut pas voir la crise comme un retour vers les « fondamentaux de l'économie réelle » contre les leurres de la convention (finance, crédit et spéculation), mais comme une méfiance vis-à-vis de la convention elle-même, une chute de « capital confiance¹⁰⁵ ». Cette idée s'énonce souvent sous le vocable de « risque de crise systémique ». Elle ne concerne pas que le monde de la finance comme le montre la situation difficile des grands secteurs industriels aujourd'hui. La « crise de l'automobile » qui touche actuellement tous les grands constructeurs mondiaux et qui les amènent à recourir aux licenciements massifs (États-Unis surtout) ou au panachage entre licenciements ciblés (Renault Sandouville, Alfasud près de Naples) et chômage technique (l'ensemble des constructeurs européens) est le signe que ce qui reste de la structure industrielle de production ne peut survivre que sous respiration artificielle (anticipation spéculative des industriels, hyper-endettement des clients).

C'est le procès d'abstraction du monde qui révèle que la monnaie a toujours tenu une fonction imaginaire qui n'a jamais réellement représenté (en tant qu'équivalent général) des choses concrètes. Mais la

sont à l'origine des problèmes avec le rôle du dollar. Cette coopération inclut bien sûr l'Europe, mais aussi la Russie et la Chine. Là encore nous sommes très loin du contexte de la crise des années 30 et de la marche vers la guerre et sur ce point nous sommes en complet désaccord avec Goldner qui prévoit à terme un conflit mondial entre anciennes puissances impérialistes et nouvelles, une répétition de la Seconde Guerre mondiale en quelque sorte, de laquelle la classe ouvrière sortirait peut être vainqueur ou définitivement battue.

105 – On retrouve la sagacité de ce bon vieux joueur qu'était Keynes avec son image du « concours de beauté » : la valeur réelle de l'actif compte moins que la représentation que le marché s'en fait.

monnaie dans sa forme moderne, la monnaie numérique par exemple, est un instrument de communication sociale ; elle est circulation d'information. Et d'une information qui permet de garantir le passage du présent au futur. Les banques anticipent des opérations des agents économiques qui, sans elles, ne pourraient se réaliser. À leur niveau, toute contrainte mécanique de disponibilité préalable, en monnaie, de la somme à prêter a alors disparu.

C'est dans les interstices de la dynamique et des dysfonctionnements du capitalisme qu'il existe des perspectives et des espaces à trouver afin de ne pas subir « la crise » comme une fatalité ou de ne pas s'illusionner sur le sens que prendrait son aggravation si nous cherchions la dialectique nihiliste du pire.

Comme nous l'avons déjà dit nous sommes dans « l'évanescence de la valeur¹⁰⁶ » et les signent flottent. N'est-ce pas un bon point d'ancrage pour supprimer la valeur et l'économie ? Puisque « la crise » (on emploie le mot par facilité) est un concentré de conditions objectives et subjectives, on doit trouver sa sortie dans des pratiques qui tiennent compte de ces deux dimensions. Pour cela, il faut se débarrasser de toute théorie de la valeur. Et c'est le capital qui nous facilite la tâche par le développement d'une production virtuelle¹⁰⁷, c'est-à-dire une production toujours plus abstraite de ses anciennes matérialités : agricole, industrielle, commerciale, et dont les soubassements forment une sorte de patrimoine de l'humanité. Des pratiques telles que celles des logiciels libres posent la question de la gratuité d'une nouvelle façon qui se situe au-delà de la sempiternelle opposition entre réforme et

106 – Jacques Guigou et Jacques Wajnsztein, *L'évanescence de la valeur*, Paris, L'Harmattan, 2004.

107 – Nous disons, une production virtuelle et non pas une production immatérielle. Nous avons critiqué cette dernière notion d'origine néo-opéraïste en faisant remarquer que l'informatisation et les nouvelles technologies ont bien une matérialité.

révolution. Le développement de ce type d'alternatives opérant ici et maintenant explore la possibilité d'un développement des échanges au-delà de la valeur et de l'économie.

La valeur, il faut la faire implorer aussi bien du côté de la valeur d'usage que du côté de la valeur d'échange. Côté valeur d'usage en profitant de la situation d'urgence pour montrer qu'il ne s'agit pas que d'une crise de valorisation, mais d'une crise de société, celle de la société capitalisée qui induit des modèles et comportements spécifiques, une transformation de la nature intérieure des hommes et des femmes. Par exemple, dans l'automobile, la crise doit permettre de tuer le tout automobile et toutes les bonnes volontés seront requises si on peut donner un coup de pouce ; côté valeur d'échange, il faut mettre en avant la question des prix qui, pour la plupart, sont des prix politiques¹⁰⁸. Le prix du travail, le prix du crédit, le prix du pétrole, le prix de l'immobilier, le prix des services et des transports, tous sont des prix politiques et même le fait que le non-travail (ce qui n'est pas reconnu comme travail) n'a pas de prix. Nous avons énoncé depuis plusieurs années une rupture d'avec le fil historique des luttes prolétariennes, rupture due à la fois à la défaite du dernier assaut prolétarien des années 67-78 et à la révolution du capital qui s'en est suivie. Mais quand nous posons cette perspective de lutte sur les prix, nous retrouvons bien un certain fil historique, ne serait-ce qu'avec la lutte des prolétaires italiens sur le « salaire politique » entre 1968 et 1973. Nous retrouvons aussi la lutte des femmes et la revendication d'un salaire domestique qui constitue une critique en acte de la loi de la valeur, la lutte de la jeunesse démunie pour un revenu minimum dont elle est exclue et la lutte des chômeurs pour un revenu garanti. L'inessentialisation de la force de travail produit en effet une situation dans laquelle d'un côté, il y a de plus en plus de « l'activité » en dehors du travail et de

108 – Il s'agit plus que jamais de faire ressortir par là, le caractère politique de la domination.

l'autre côté il y a de plus en plus nécessité de distribuer du pouvoir d'achat ne correspondant pas à la valeur d'un travail¹⁰⁹.

C'est parce que nous nous situons résolument du côté de la critique de la valeur qu'on peut se centrer sur ce qui apparaît comme son résultat : le prix. En effet, celui-ci n'est pas masqué par la « métaphysique de la valeur¹¹⁰ » et il apparaît dans toute sa crudité ou dans tout son arbitraire dans la mesure où le travail vivant qu'il contient encore est devenu dérisoire¹¹¹. Se placer du côté du prix, c'est aussi lier lutte contre la marchandise et lutte contre l'État.

109 – Les perspectives politiques que certains courants dégagent sur ces bases ne sont pas convaincantes. D'un côté les negristes et autres néo-opéraïstes insistent sur le fait que cette activité hors travail est bien du travail (immatériel) et doit être rétribuée à ce titre. En fait, ils épousent le point de vue progressiste du capital et de la techno-science pour faire de toute activité une activité potentiellement pour le travail et contre le capital comme s'il suffisait de changer le commandement capitaliste par la puissance d'autovalorisation (on reste dans le registre de la valeur !) de la multitude pour que tout se résolve ; de l'autre côté Gorz et les tenants du revenu garanti font une différence entre l'activité libre et l'activité travail, la première n'étant pas au service du capital. On veut bien l'admettre, mais alors sur quelle justification repose la revendication d'un revenu garanti ? Tout cela montre le caractère anachronique de la forme-valeur. Le « système » fonctionne sur des formes vides. Comme nous l'avons répété maintes fois, ce n'est plus la valorisation qui compte mais la domination et la puissance.

110 – Nous empruntons le terme à Castoriadis dans sa critique de la théorie de la valeur de Marx.

111 – Paradoxalement, c'est même là où le sens commun s'attend à ce qu'il soit encore le plus présent, dans le produit agricole, que l'écart est le plus grand, vu la masse des intermédiaires.

C'est à ce niveau qu'il faudrait intervenir sur la base de ce qu'on pourrait appeler des objectifs intermédiaires¹¹² rendant possible des luttes qui ne soient pas que défensives¹¹³ dans une société qui semble se dissoudre dans l'air et ne plus assurer aucune cohérence sociale et politique tant « la crise » (si on peut encore employer ce mot) se situe au niveau de sa reproduction. Des luttes qui permettraient de dépasser l'opposition entre travailleurs, usagers et consommateurs, entre lutte immédiate forcément limitée et perspective révolutionnaire forcément abstraite. C'est pour le moment une perspective un peu irréaliste quand on voit que des grévistes dans les transports restent farouchement sans rapport avec les usagers, quand des tentatives comme les SEL où les tentatives de liens entre paysans et consommateurs sont traités avec dédain de réformistes, quand les pratiques de production biologique sont renvoyées systématiquement par les « radicaux », à des productions pour riches. C'est pourtant à partir de tout cela (même si nous ne mettons pas au même niveau les mouvements de paysans sans

112 – La question des objectifs intermédiaires a déjà été posée dans le mouvement italien des années 60-70, mais elle fut assez rapidement délaissée pour une stratégie radicale misant tout sur la fraction de classe la plus avancée (l'ouvrier-masse). Il n'y a plus ce risque aujourd'hui tant il est évident qu'il n'y a plus de figure collective portant une quelconque radicalité supérieure. En effet, ce qui était valable à l'époque de l'analyse de la composition de classe ne l'est plus à celle de sa décomposition. On peut encore trouver des figures de prolétaires (des précaires, des sans-papiers, des salariés pauvres), mais elles ne forment plus des sujets collectifs antagoniques.

113 – Il n'y aurait d'ailleurs pas d'incompatibilité avec certaines luttes défensives d'entreprise sachant quand même que nombre de ces luttes conduisent à la division, à partir du moment où elles ne trouvent pas encore les formes adéquates, celles qui éviteraient, notamment, le risque de « prendre les autres salariés en otages ». C'est particulièrement le cas dans la Fonction Publique où les luttes posent, malgré des tendances corporatistes, le problème de la reproduction des rapports sociaux.

Partie III. Une crise de reproduction

terre, les arracheurs d'OGM et les acheteurs de « commerce équitable ») que pourrait se constituer, non pas une nouvelle « composition de classe », mais une nouvelle solidarité d'individus singuliers autour d'un en commun ; une solidarité qui serait un premier pas vers la communauté des femmes et des hommes¹¹⁴.

114 – À qui sait lire attentivement, ce texte écrit à quatre mains laissera voir une certaine opposition entre deux approches. L'une qui a pour référence, le capital-automate, l'anthropomorphose, les réseaux et l'autre, la valeur-puissance, la reproduction et la domination. Certaines ne sont pas incompatibles, pour d'autres c'est plus discutable mais nous assumons. En effet, ce texte n'affirme pas une théorie ou un programme même s'il trace quelques perspectives.

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE I

LE CRÉDIT CETTE FORME NÉCESSAIRE DU CAPITAL..... 5

La fonction primordiale du capital fictif aujourd'hui.....12

La crise des années 70 et la « révolution du capital »16

Fictivisation du capital et organisation de la société capitalisée
selon trois niveaux21

Financiarisation et politique du capital 36

Sur la soi-disant « déconnexion par rapport à l'économie réelle »
ou les lamentations autour de la vraie nature du capital et sa
nécessaire moralisation 43

PARTIE II

L'ANALYSE MARXISTE DES CRISES AUJOURD'HUI55

Création monétaire et société salariale 55

Crise de surproduction et crise financière..... 58

La répartition de la valeur ajoutée et la baisse du taux de profit..... 62

La théorie des cycles longs face à la tendance aux cycles courts..... 63

PARTIE III

UNE CRISE DE REPRODUCTION.....69

De nouvelles tendances rentières69

Une alternative au marché financier pour le capitalisme du bas :
le micro-crédit..... 73

Monnaies locales, monnaies fondantes :
entre alternative et utopie 75

Sortons des ritournelles et des vieilles lunes.....79

Crise financière et capital fictif

Jacques GUIGOU et Jacques WAJNSZTEJN

Notre analyse n'est pas une étude sur la « crise financière ». Elle essaie d'inscrire les ébranlements actuels dans les transformations du capital. Il nous importe donc peu de savoir s'il s'agit d'une « crise finale », mais de comprendre qu'il s'agit bien d'une crise de reproduction de l'ensemble du capitalisme.

Le capital fictif est une forme qui cherche à s'autonomiser de tout travail vivant. La financiarisation de l'économie est aujourd'hui son mode normal de fonctionnement, comme l'inflation l'a été dans la phase précédente. Ce qui relie la période actuelle à la précédente, c'est le développement du capital fictif. Il n'y a donc pas de déconnexion entre économie réelle et économie financière, mais unité des deux dans l'équivalence de tous les capitaux. C'est l'erreur politique des gauches que de vouloir sauver la première de l'enfer de la seconde.

Pour nous, l'essentiel, c'est de ne pas subir « la crise » comme une fatalité.

C'est parce que nous nous situons résolument du côté de la critique de la valeur que nos luttes pourraient viser ce qui apparaît comme son résultat : le prix. En effet, celui-ci s'impose dans tout son arbitraire puisque le travail vivant qu'il contient encore est devenu minime et que le prix du travail, le prix du crédit, le prix du pétrole, le prix de l'immobilier, le prix des services et des transports, tous sont des prix politiques.

Se placer du côté du prix, c'est ainsi lier lutte contre la marchandise et lutte contre l'État.